



Un Autre Futur pour la Santé

*La Révolution par la santé,
la santé par la Révolution*

🌀 **Infos internationales anarchosyndicalistes du secteur santé** 🌀

🌀 **#2 - second semestre 2020** 🌀

Quand nous avons réalisé le premier numéro de cette compilation, au mois de mai 2020, nous n'en étions qu'au début de la pandémie de Covid 19, après le premier confinement. Nous présentions déjà que nous vivions une époque historique, avec des conséquences dramatiques pour des millions de personnes sur terre, mais nous n'imaginions pas que la situation continuerait et même s'aggraverait 6 mois après.

Les travailleurs du secteur de la santé et de l'assistance sont en première ligne pour traiter la maladie. L'Etat leur a demandé de faire des efforts surhumains, et il continue. Un nouveau monde est en train de se profiler à l'horizon, dont on peut craindre qu'il soit plus autoritaire que jamais, et cela au nom de la santé.

Plus que jamais, il nous semble important que les travailleurs de la santé des différents pays puissent s'informer mutuellement de la situation dans leur pays, car dans un monde globalisé nous sommes tous interdépendants. Au-delà des analyses de la situation, les exemples de résistances mises en œuvre de manière auto organisée par les travailleurs eux-mêmes peuvent aussi nous inspirer et nous encourager dans nos luttes.

Cette compilation est réalisée par des travailleurs de la santé de la CNT-AIT France. Nous sommes la section en France de l'AIT (Association internationale des travailleurs). La CNT-AIT regroupe des travailleurs qui se reconnaissent dans les principes, tactiques et finalités de l'anarchosyndicalisme.

Ce bulletin est notre contribution à un travail de réflexion critique collective, par-delà les frontières. Pour le réaliser, nous avons choisis et rassemblés des textes produits par différents groupes dans le monde, qui sont actifs dans le secteur de la santé et des soins. Certains de ces groupes, la plupart, sont membres ou amis de l'AIT, d'autres n'appartiennent pas à notre internationale, mais avec tous nous entretenons des contacts fraternels et de réciprocité. Enfin nous avons ajouté un dossier sur la situation des travailleurs journaliers et SDF du quartier de Sanya à Tokyo et du travail de l'Association de San'ya pour les droits sociaux de travailleurs. Nous n'avons pas réussi à contacter ce groupe mais nous avons trouvé cette expérience intéressante.

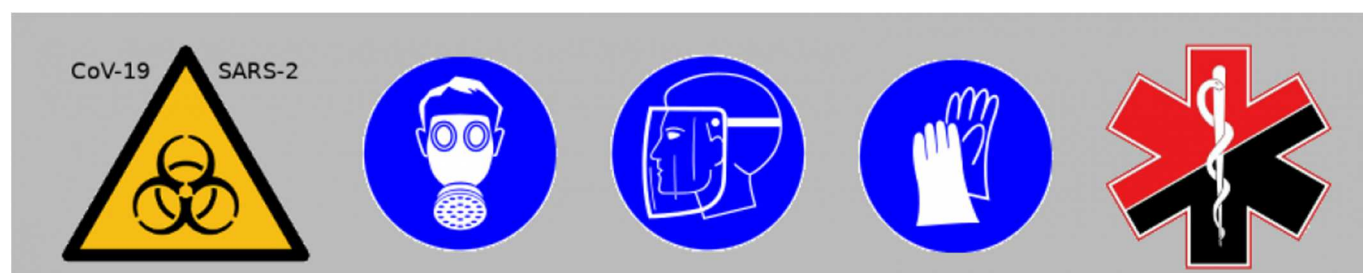
Il ressort de ces articles que globalement la situation est la même partout : manque de moyens, manque de formation, personnels sacrifiés par une impréparation des services de santé qui ont été détruit depuis plusieurs années au nom de l'efficacité managériale et de la rentabilité financière. On voit en effet aujourd'hui l'efficacité de ces restructurations ... Cette désorganisation et ce chaos même ne sont pas les fruits du hasard, ils ne sont pas dus aux anarchistes, ils sont le résultat de l'action combiné de l'État et du Capitalisme. Pour sauver l'humanité, nous n'avons pas d'autre choix que de nous organiser collectivement pour en finir avec l'État et le Capitalisme. Si vous souhaitez continuer à recevoir ce bulletin, contacter votre section de l'AIT de votre pays ou bien le secrétariat de l'AIT : secretariado@iwa-ait.org

**"L'Anarchie est la plus haute expression de l'ordre. "(E RECLUS)
Finissons-en avec le chaos de l'État et du Capitalisme !**

Le premier numéro du bulletin peut être téléchargé ici : <http://cnt-ait.info/2020/05/01/bulletin-ait/>

TABLE DES MATIERES

[FRANCE] UN AUTRE FUTUR POUR LA SANTE PUBLIQUE	3
[FRANCE] L'ACCORD « SEGUR » ENTRE L'ETAT ET LES SYNDICATS: INDIGNITE, IMPOSTURE ET TRAHISON...	4
CLAUDE BERNARD, BACHELARD ET FEYERABEND : TROIS SCIENTIFIQUES CONTRE LE SCIENTISME.	6
[FRANCE] PARIS, MANIFESTATION DES TRAVAILLEURS DE LA SANTE, 16 JUIN 2020	8
[HISTOIRE] COMMENT LES ANARCHOSYNDICALISTES ESPAGNOLS ONT GERES LA SANTE PUBLIQUE PENDANT LA REVOLUTION DE 1936 (UN EXEMPLE DE COMMUNISME LIBERTAIRE APPLIQUE PENDANT UNE CRISE SANITAIRE)	9
[FRANCE] DANS LA SANTE COMME PARTOUT : TRAVAILLE ET CREVE	12
[FRANCE] EHPAD, HOPITAUX : S'EPUISER AU TRAVAIL POUR UN SALAIRE DE MISERE ?	13
[FRANCE] MASQUES GRATUITS	13
[FRANCE] LE JOUR OU LES MEPRISANTS VOLERONT, MACRON SERA CHEF D'ESCADRILLE !	14
[ESPAGNE] HALTE A LA PRECARITE DANS LES EHPAD[AUTOCOLLANT]	15
[ESPAGNE] LA PRIVATISATION DE LA SANTE PUBLIQUE, LE CAUCHEMAR SANITAIRE ESPAGNOL ...	16
[ESPAGNE] LA RESIDENCE « L'ARBOC » REFUSE DE RECONNAITRE LA SECTION DE LA CNT-AIT	17
[UKRAINE] UN SALAIRE DIGNE POUR LES INFIRMIERES !	18
[BULGARIE] LA PANDEMIE COMME GUERRE DE CLASSE CONTRE LES TRAVAILLEURS	19
[BULGARIE] REPRESSION CONTRE LES AGENTS DE SANTE EN GREVE	21
[BULGARIE / AUTRICHE] SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DU PERSONNEL INFIRMIER BULGARE	22
[BULGARIE / AUTRICHE] SRAS-COV-2 LA LIVRAISON DE L'AIDE EST ARRIVEE EN BULGARIE!	23
[AUTRICHE] DISCRIMINATION POLITIQUE A LA CROIX-ROUGE	24
UNE ATTAQUE CONTRE L'UN EST UNE ATTAQUE CONTRE TOUS	25
[ALLEMAGNE] COLOGNE: DEMONSTRATION CONTRE L'URGENCE INFIRMIERE	26
[IRAN] MANIFESTATION DES ETUDIANTS DE MEDECINE DE TABRIZ	27
[BANGLADESH] DISTRIBUTION DE MASQUES LAVABLES	27
[JAPON] AVEC LES TRAVAILLEURS JOURNALIERS ET LES SANS-ABRIS DE SANYA (TOKYO)	28
[GRANDE-BRETAGNE] REDUIRE SA VIE OU REDUIRE LE TRAVAIL ?(LA BALANCE TRAVAIL / VIE)	31
[GRANDE-BRETAGNE] LA MONTEE ALARMANTE DU VIRGIN CARE DE BRANSON ET LA MENACE POUR LE NHS	32
[GRANDE-BRETAGNE] A PROPOS DE LA JOURNEE MONDIALE DE PREVEN TION DU SUICIDE	34
[SERBIE] SITUATION DRAMATIQUE DANS LES HOPITAUX	35
[POLOGNE] L'ENFER DES FEMMES	36
[POLOGNE] LA GREVE DES CUISINIERES ET FEMMES DE MENAGE DE L'HÔPITAL DE BELCHATOW, POUR LE TRAVAIL ET LA DIGNITE	38
CNT-AIT, QUI SOMME NOUS ?	40





Un autre futur pour la santé !

La Révolution par la santé, la santé par la Révolution !

Périodique anarchosindicaliste des travailleurs de la CNT-AIT du secteur santé

contact@cnt-ait.info <http://cnt-ait.info>

EN MARCHÉ VERS LA PRIVATISATION TOTALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

La crise du Covid a mis en évidence l'état de délabrement de notre système de santé publique en France, et particulièrement dans les hôpitaux. Cette situation n'est pas un hasard : il s'agit d'une politique délibérée, suivie depuis des dizaines d'années par tous les gouvernements, sans exception, de droite comme de gauche. Tous ont fermés des dizaines de milliers de lits, Macron n'a fait que poursuivre les politiques de démantèlement de Hollande, Sarkozy Chirac et même Mitterrand. Leur objectif est d'en finir avec le système de santé français qui a certes des défauts mais à surtout le grand avantage d'être universel et basé sur la solidarité. Sous prétexte de « trou de la Sécurité sociale », c'est une privatisation rampante que préparent les politiciens, pour le plus grand bénéfice des assureurs privés.

Les financiers espèrent bien profiter de la crise du Covid pour donner le coup de pied final qui fera s'écrouler le système de santé publique en France. Leur campagne d'influence de l'opinion publique bat son plein. Cet été, ils se sont payé une pleine page dans le journal de référence Le Monde pour faire la promotion de la privatisation de la santé. Sur les plateaux télévisés, les pseudos experts se succèdent pour distiller leur venin en faveur de la « libéralisation » de la santé publique...

Mais il y a un pays qui a déjà mis en œuvre la privatisation dont ils rêvent : l'Espagne. Or aujourd'hui, l'Espagne est le pays d'Europe où la situation du Covid est la plus catastrophique, avec des milliers de gens morts chez eux ou dans des résidences de personnes âgées, faute de place dans les hôpitaux. Les systèmes de santé publique et les soignants sont au bord de la rupture, par manque de moyens, de lits, de personnels. Nous reproduisons ci-après un texte de nos compagnons du Syndicat de la santé de la CNT-AIT de Barcelone, qui expliquent le cauchemar de la situation du système de santé espagnol.

En Espagne les personnels hospitaliers ont fait confiance aux syndicats traditionnels pour essayer de freiner cette évolution fatale. Ils ont voté pour eux aux élections syndicales, ils ont écoutés les permanents syndicaux leur dire d'être raisonnables, de se contenter de se balader de journée d'action en journée d'action, sans mélanger leur lutte à celle des autres secteurs. Les travailleurs de la santé ont été spectateurs de toutes les tables rondes, round de négociations et autres « accords de sauvetage », laissant les permanents syndicaux parler en leur nom et à leur place. Bref, la révolte légitime des personnels a été anesthésiée par les syndicats classiques à coup de belles paroles et de promesses électorales sans lendemain. Voilà ce qui risque de nous arriver en France ...

Le personnel hospitalier des Hôpitaux de Paris (AP-HP) qui n'a pas compté ses heures, n'en peut plus ! Nous ne sommes ni des super-héros ni des soldats qu'on sacrifie ! En plus du *burn-out* qui guette, des services ont été durement touchés par le Covid, des chefs de service ont aussi démissionné. CES FAITS SONT GRAVES. POURQUOI CE SILENCE COMPLICE DES SYNDICATS ?

Il est temps que cela change ! Pour des Assemblées Générales de luttes !

¹ « En marche » est le nom du parti politique du Président de la République, Emmanuel Macron, actuellement au pouvoir en France

[France] L'ACCORD « SÉCUR » ENTRE L'ÉTAT ET LES SYNDICATS: INDIGNITE, IMPOSTURE ET TRAHISON...

Juin 2020, CNT-AIT France, tract

Le personnel de santé n'a pas été augmenté de salaire depuis 10 ans en France. Le mécontentement de ces travailleurs était déjà grand avant la crise du Covid. Après la première vague du Covid, le gouvernement a senti que le mécontentement pouvait se transformer en colère, surtout que la population était solidaire des travailleurs de santé. Pour éviter une explosion sociale, le gouvernement a déminé la situation avec l'aide des syndicats, en faisant semblant de négocier avec eux un accord de revalorisation des salaires. Les syndicats – y compris les soi-disant « syndicats de lutte comme SUD ou la CGT - ont empêché toute auto-organisation des travailleurs, ils se sont assurés qu'aucune initiative de la base n'aurait lieu, ils ont confisqué la parole des travailleurs. L'accord final – dit « accord de Ségur », prévoit une augmentation de 183 euros par mois, c'est-à-dire exactement le retard de 10 ans d'inflation pour un salaire moyen/ Mais pas tout de suite : la moitié donnée 3 mois après la signature, l'autre moitié 6 mois après. De plus tous les salariés n'y ont pas le droit. Mais surtout l'accord prévoit que les fermetures d'hôpitaux publics continuent, et que sous prétexte de « meilleure organisation de l'hôpital » la privatisation puisse continuer.

L'accord SÉCUR a donc été signé. 183 € par mois, après 10 ans de blocages des salaires... Rappelons que depuis 2010 l'inflation cumulée est de + 11,64 % (source INSEE). Exemple pour un salaire NET environ à 1500 Euros en 2010, il faudrait qu'il gagne NET 1674 euros aujourd'hui pour avoir le même pouvoir d'achat. **Cela signifie qu'avec 183 euro l'augmentation est de ... 9 EUROS ! CA MERITE DES APPLAUDISSEMENTS !** De plus, les 183 € annoncés vous ne les verrez pas tout de suite, mais seulement partiellement à partir de JANVIER puis MARS 2021, alors que Véran avait promis que l'augmentation serait effective dès le 1er juillet !!!

A ce niveau, cet accord est surtout une INSULTE À NOTRE DIGNITÉ !

CFDT, UNSA et FO sont les complices de ce doigt d'honneur aux soignants. Mais ce doigt d'honneur-là ne sera pas critiqué par la presse aux ordres, contrairement à celui de l'infirmière Farida CFDT, UNSA, sans surprise ; on sait qu'ils se couchent devant la direction, même quand elle ne leur demande pas. Mais attardons nous sur le cas de FO, qui se veut plus revendicatif. FO Santé ose déclarer dans son tract « Négociations Ségur VICTOIRE ». Heureusement que le ridicule ne tue pas ... Voyons de quelle victoire il s'agit :

Une victoire pour les salaires ? Pas vraiment ...

Déjà on l'a vu la revalorisation ne suffira même pas à rattraper le blocage des salaires depuis 10 ans. En plus pourquoi attendre 2021 pour mettre en place la revalorisation ? Pour Air France, l'Etat n'a pas attendu pour débloquent directement 3 milliards. Est-ce que la santé est moins importante que les avions ? Est-ce pour être sûr que les soignants continueront de se sacrifier si jamais il y avait une seconde vague à l'automne, en agitant cette carotte sous leur nez ?

Par ailleurs, cette revalorisation n'est pas claire et nette. L'accord ne prévoit pas une augmentation du point d'indice ni du traitement mais un « complément de traitement indiciaire à hauteur (sic) de 49 points représentant 183 euros nets par mois ». En gros c'est comme une prime : un complément ça peut être annulé du jour au lendemain, sans préavis, car ce n'est pas intégré définitivement dans le salaire. Avec la crise qui s'annonce, autant dire que cette revalorisation risque de faire long feu ... Et que veut dire « à hauteur » : que ce sera un maximum qui pourra être atteint mais sans garantie ? Car l'esprit de ce texte est de renvoyer au niveau local les négociations sur les indemnités et les primes, bonus etc. Application sur la base d'accords locaux signés avec les organisations syndicales. **Lécheurs de cul de la Direction, l'avenir vous sourit !**

Enfin, cet « accord » prévoit de « simplifier » les fiches de paie en fusionnant toutes les indemnités : « Les parties au présent accord conviennent qu'une rénovation du régime indemnitaire des personnels de la fonction publique hospitalière sera entreprise [sur le] principe suivant : le nouveau régime indemnitaire a vocation à fusionner l'ensemble des régimes indemnitaires existants. ». Concrètement cela veut dire qu'à terme le complément indemnitaire de 183 euros risque d'absorber toutes les indemnités actuelles, comme par exemple l'indemnité de sujétion pour un Aide-soignant de Classe 3, qui est de 165 euros par mois et qui avait été acquis par une lutte en 1991. Belle victoire du SÉCUR en effet que de supprimer les victoires de nos précédentes luttes !

Une victoire pour les conditions de travail et l'organisation des services ? Pas vraiment ...

Le texte prévoit également que les syndicats conviennent de la mise en place de la gestion des emplois et des compétences, avec des plannings autogérés par les soignants eux-mêmes. Mais le texte ne dit rien – ou peu – sur les

moyens matériels pourtant nécessaires pour exercer nos fonctions dans des conditions DIGNES. Au contraire, le texte prévoit même de continuer les fermetures de lits en « développant les hospitalisations programmées et ambulatoires » ! (cf. Bichat Beaujon 35% de lits en moins ...) En absence de moyens matériels supplémentaires et massifs, en absence de nouveaux lits, en absence de nouvelles embauches fermes et massives, ce sera surtout l'autogestion de la misère et de notre propre exploitation. Souvenons de ce qui s'est passé l'été dernier : alors que le personnel réclamait des MOYENS en pleine canicule (climatiseurs, aérations en bon fonctionnement, postes de soins réfrigérés, ...), FO Cochin réclamait une PRIME-Canicule. Or les primes n'empêchent pas la dégradation des conditions de travail.

Le texte ouvre aussi la boîte de pandore de la remise en cause des « 35 heures » (même si on sait bien que ça n'a jamais été les réelles 35 heures) : « Il sera procédé après concertation, à des modifications réglementaires, notamment le décret N° 2002-9 du 4 janvier 2002 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique hospitalière, pour mettre en œuvre les dispositions visant à améliorer l'organisation du travail sans remettre en cause le cadre légal. »

Le rappel au cadre légal ne doit pas faire illusion : le cadre légal ce ne sont pas les « 35 heures hebdomadaire » mais bien « l'annualisation du temps de travail »- prévu dans la loi dite des 35 heures. Avec l'accord SÉGUR, « dans le cadre des accords locaux », la Direction pourra toucher à vos 35 heures, à vos RTT, à planifier des 12 heures partout « sur la base du volontariat » ... et mon cul sur la commode ... Regardez Cornill (pneumologie Cochin) au nom du COVID, ils étaient tous passés en 12 heures sans qu'aucune organisation syndicale ne dise rien Il faut dire que les permanents syndicaux étaient exemptés du « volontariat » (imposé de fait) : les 12 heures c'est bien mais pour les travailleurs, pas pour leurs « représentants » ...

Il faut souligner la ruse introduite par cet accord : sous couvert d'autonomie d'organisation, la remise en cause du mode d'organisation du travail se faisant au niveau local, structure par structure, chacun partira éventuellement en lutte dans son coin, pour essayer de contrer sa direction, mais sans qu'il y ait un mouvement généralisé. C'est la bonne vieille stratégie du « diviser pour mieux régner ». On sait que la lutte dans une structure isolée aura moins de poids, et donc moins de chance de réussir, qu'une grève générale de l'ensemble du secteur hospitalier. Or le soutien populaire aux hospitaliers suite à la crise COVID nous mettait dans un rapport de force favorable vis-à-vis de l'Etat et des Directions hospitalières. Les syndicats, en acceptant de participer aux négociations SÉGUR, nous ont désarmé et ont saboté notre rapport de force favorable.

Au final, les seuls victorieux ce sont les syndicalistes garde-chiourmes de notre colère ...

Ce qui est proprement incroyable c'est que des syndicalistes aient signé ce texte qui est une reddition en rase campagne avant même d'avoir engagé toute lutte !!! Mais en fait, ce texte correspond bien à leur conception du syndicalisme, un syndicalisme de service, d'accompagnement, de concertation et de discussion, qui apporte aux syndicalistes des avantages (permanents, décharges syndicales, locaux, heures de formation et restos...) en échange de leur docilité. (cf. l'article du Canard Enchaîné de cette semaine qui confirme notre analyse)

Que SUD ou la CGT n'aient pas signé l'accord ne doit pas nous leurrer : ils n'ont pas besoin de signer, puisque les autres le font à leur place. Cela leur permet de jouer le rôle des rebelles, mais dans le fond ils n'agissent pas tellement différemment des autres syndicats (. Au fait est ce que ces syndicats ont appelé à des assemblées de lutte pendant qu'ils négociaient ? Non ! Cela montre bien qu'aucun d'entre eux ne voulait vraiment engager de bras de fer.). Et surtout ils ne crachent pas sur les avantages que leur confère leur statut de syndicat « représentatif ». S'ils étaient réellement des structures de lutte, ils refuseraient les avantages octroyés par l'Etat pour assurer leurs mandats, de façon à être réellement libres et indépendants.

Cet accord est une INSULTE contre notre dignité.

L'objectif de l'accord n'est pas d'augmenter le salaire des soignants, mais de nous faire travailler encore plus, dans des conditions matérielles qui seront toujours aussi dégradées, avec les syndicats dans le rôle des gardes-chiourmes, qui s'assureront que les accords qu'ils auront « négocié » soient bien respectés par les soignants. Et les syndicats tireront des avantages sonnants et trébuchants de cette Collaboration. Sous couvert d'autonomie de gestion, l'accord va en fait surtout servir à augmenter la pression sur les personnels, en les obligeant à gérer eux même leur propre misère.

Macron nous a affirmé au début de l'épidémie « La santé n'a pas de prix. Le gouvernement mobilise tous les moyens financiers nécessaires, quoi qu'il en coûte ». Le SÉGUR montre que encore une fois, MACRON A MENTI : finalement c'est bien la logique comptable qui prévaut sur les considérations sanitaires ... Aujourd'hui nous sommes à l'heure des choix. Ne pas dénoncer cet accord, c'est se rendre complice. S'il reste des syndicalistes sincères à FO ou ailleurs, s'ils ne déchirent pas leur carte, c'est qu'ils couvrent cette trahison. Ce pseudo-accord est une usine à gaz dirigée contre nous, ceux qui se sont sacrifiés sans compter pendant la crise. Le Capitalisme porte en lui la guerre et

la misère, et se fout bien de notre santé comme de nos conditions de vie. Seule une révolution sociale permettra d'en finir avec l'exploitation généralisée tant de la Planète que des Humains.

Mais d'ici là exigeons :

- Le retrait immédiat de cette fumisterie de plan Notat-Ségur ;
- Respect par Macron de sa parole «la santé avant l'économie, quel qu'en soit le coût » et salaire unique pour tous les soignants, sur la base du traitement des directeurs d'ARS (après tout, nous n'avons pas été moins démeritant qu'eux pendant la crise COVID) ;
- Création massive de lits supplémentaires ;
- Embauches massives d'au moins 300 000 personnels en secteur hospitalier et EHPAD.

Pour défendre nos intérêts, n'attendons rien des syndicats officiels. Organisons nous nous-mêmes, refus de la représentation, pour l'action directe créons nos assemblées de lutte, pour libérer la parole et les initiatives et faire aboutir nos revendications.

Pour un véritable militantisme sans décharges syndicales, contre les permanents à vie !

Pour un système de santé universel, socialisé, solidaire. Vive la sociale !

Des hospitaliers anarchosyndicalistes

Claude Bernard, Bachelard et Feyerabend : trois scientifiques contre le scientisme.

Septembre – Octobre 2020, CNT-AIT France, Editorial du magazine Anarchosyndicalisme !, n° 169, <http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?article1064>

Une communauté scientifique divisée, des mensonges gouvernementaux légitimés par un conseil scientifique, des injonctions sanitaires contradictoires, des prévisions systématiquement fausses, un droit de prescription des médecins bafoué par le Conseil de l'Ordre... Comme aux pires heures de la catastrophe de Tchernobyl, le constat est posé, une certaine science s'est servilement mise au service de l'État.

Cet accouplement monstrueux signe la persistance d'un projet politique aussi ancien que pervers, consistant en la mise en œuvre d'une politique ancrée sur des dogmes ayant pour but de nier la liberté des individus au profit d'un ordre social et économique figé et donc sans perspective de changement. Ce projet est parfaitement explicité par une figure des Anti- Lumières, Ernest Renan. Dans « L'avenir de la science » publié en 1890, il appelait de ses vœux « un gouvernement scientifique, où des hommes compétents et spéciaux traiteraient les questions gouvernementales comme des questions scientifiques et en chercheraient rationnellement la solution. ».

Rappelons qu'à cette époque la dictature de Porfirio Diaz, qui allait être balayée par la Révolution Mexicaine, avait pris ce modèle en s'appuyant sur « *los Científicos* » c'est à dire un conglomerat de personnages richissimes utilisant la technocratie et les statistiques pour exploiter une population réduite à la misère.

Une telle idéologie scientiste s'est très rapidement heurtée à la pensée scientifique moderne, dès 1865, Claude Bernard écrivait un premier avertissement vis-à-vis de l'émergence des études statistiques en matière médicale et surtout de leur tendance à transformer des probabilités en certitudes et ces certitudes en fantasmes.

« Quant à la statistique, on lui fait jouer un grand rôle en médecine, et dès lors elle constitue une question médicale qu'il importe d'examiner ici. La première condition pour employer la statistique, c'est que les faits auxquels on l'applique soient exactement observés afin de pouvoir être ramenés à des unités comparables entre elles. Or, cela ne se rencontre pas le plus souvent en médecine. Tous ceux qui connaissent les hôpitaux savent de quelles causes d'erreurs grossières ont pu être empreintes les déterminations qui servent de base à la statistique. Très souvent le nom des maladies a été donné au hasard, soit parce que le diagnostic était obscur, soit parce que la cause de mort a été inscrite sans y attacher aucune importance scientifique, par un élève qui n'avait pas vu le malade, ou par une personne de l'administration étrangère à la médecine. Sous ce rapport, il ne pourrait y avoir de statistique pathologique valable que celle qui est faite avec des résultats recueillis par le statisticien lui-même. Mais dans ce cas même, jamais deux malades ne se ressemblent exactement ; l'âge, le sexe, le tempérament, et une foule d'autres circonstances apporteront toujours des différences, d'où il résulte que la moyenne ou le rapport que l'on déduira de la comparaison des faits



Félicitations.

Vous êtes ce qui ne va pas dans ce monde.

système basé sur l'accumulation de données au profit des industriels du numérique. Au pire, il leur sera facile de déboulonner Claude Bernard, fondateur de la médecine expérimentale, au motif qu'il a largement pratiqué la vivisection. Mais il n'en demeure pas moins qu'en affirmant cette vérité fondamentale que « jamais deux malades ne se ressemblent exactement », il remet déjà en cause une médecine fondée sur les *big-data* et défend pour chaque patient en tant qu'être unique le droit de ne pas être traité comme un numéro. C'est pourquoi la médecine pensée comme connaissance de l'humain débute toujours par un colloque singulier et direct entre le praticien et son patient.

Cette critique du réductionnisme mathématique va s'élargir un siècle plus tard. D'abord sous les coups de Bachelard qui dénonce dans « l'engagement rationaliste » la superstition scientifique des formalistes et des logiciens débitant une dialectique qui « peut conduire peut-être à une morale et à une politique générales. » mais absolument pas « à un exercice quotidien des libertés d'esprit, » contre ce rationalisme étrié et bourgeois qui « prend alors un petit goût scolaire élémentaire et pénible, gai comme une porte de prison, accueillant comme une tradition. » Bachelard écrit que « pour penser, on aurait d'abord tant de choses à désapprendre ! Il propose ce qu'il nomme une démarche sur-rationaliste.

« Le risque de la raison doit d'ailleurs être total. C'est son caractère spécifique d'être total. Tout ou rien. Si l'expérience réussit, je sais qu'elle changera de fond en comble mon esprit. Je fais une expérience de physique pour changer mon esprit. Que ferais-je, en effet, d'une expérience de plus qui viendrait confirmer ce que je sais et, par conséquent, ce que je suis. Toute découverte réelle détermine une méthode nouvelle, elle doit ruiner une méthode préalable. Autrement dit, dans le règne de la pensée, l'imprudence est une méthode. Il n'y a que l'imprudence qui peut avoir un succès. Il faut aller le plus vite possible dans les régions de l'imprudence intellectuelle. Les connaissances longuement amassées, patiemment juxtaposées, avaricieusement conservées, sont suspectes. Elles portent le mauvais signe de la prudence, du conformisme. »

En 1975, ce discours contre une méthode figée et que les politiciens voudraient hégémonique est amplifié par Feyerabend qui va écrire son essai « Contre la méthode » avec en sous-titre Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance.

Pour Feyerabend, il s'agit avant tout de pointer ce qu'il nomme le chauvinisme scientifique, c'est à dire un corpus de savoirs s'appuyant sur une méthode ad-hoc et dont l'État favorise la prolifération. Pour lui, il faut séparer la science de l'État, comme on a séparé l'État de la religion, de façon à ce chaque individu soit en mesure de choisir librement ce qu'il doit penser. En tous les cas on assiste plus souvent au renouvellement de la connaissance qu'à son dépassement au sens étymologique du terme. Ainsi Copernic renouvelle Aristarque et la physique du XXème siècle renouvelle l'intuition des atomistes grecs. La prétention scientifique à renvoyer les connaissances passées aux poubelles de l'histoire et à mépriser des connaissances extra occidentales est nuisible à l'imaginaire nécessaire au renouvellement de la pensée scientifique et donc à son progrès.

Ce qu'on a appelé la crise sanitaire a mis en évidence cette bataille séculaire entre un savoir au service du système dominant et une science libre et ouverte. Version moderne de la croisade positiviste d'Auguste Comte pour qui la science devait être au service de l'ordre bourgeois contre l'esprit des Encyclopédistes responsables à ses yeux des troubles de la Révolution Française. N'oublions jamais en tous cas que contrairement à ce qu'écrivait Shakespeare, le pouvoir n'a jamais peur d'un temps où des « des idiots dirigent des aveugles ».

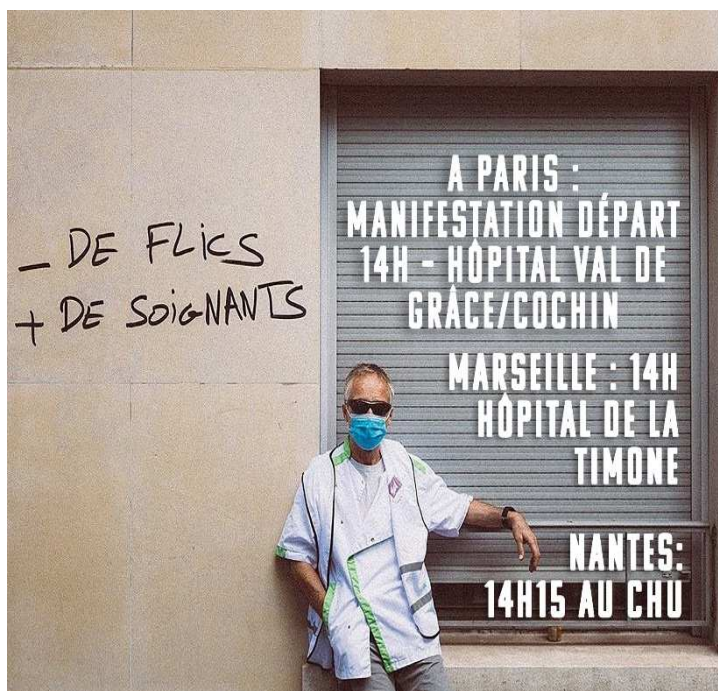
Docteur X., CNT-AIT Toulouse

sera toujours sujet à contestation. Mais, même par hypothèse, je ne saurais admettre que les faits puissent jamais être absolument identiques et comparables dans la statistique, il faut nécessairement qu'ils diffèrent par quelque point, car sans cela la statistique conduirait à un résultat scientifique absolu, tandis qu'elle ne peut donner qu'une probabilité, mais jamais une certitude » (Dans introduction à la médecine expérimentale).

Ce passage qui garde toute son actualité est peut-être destiné à rester dans l'oubli tant il est évident qu'il ne peut que déplaire à un

[France] Paris, Manifestation des travailleurs de la santé, 16 juin 2020

Quelques images en marge de cette manifestation qui nous inspirent/



Moins de flics, plus de soignants

Arrestation de Farida, infirmière, lors de la manifestation des travailleurs de santé, le 16 juin 2020 à Paris



Capitalisme =

5 flics pour un manifestant

1 infirmière pour 30 patients

[HISTOIRE] COMMENT LES ANARCHOSYNDICALISTES ESPAGNOLS ONT GERES LA SANTE PUBLIQUE PENDANT LA REVOLUTION de 1936 (Un exemple de communisme libertaire appliqué pendant une crise sanitaire)

Les questions de santé ont joué un très grand rôle dans la structuration de la pensée anarchiste en Espagne, depuis son apparition à la fin du XIXème siècle, et les professionnels de santé, médecins, infirmières, aides-soignants, pharmaciens ... ont joué un rôle très actif tant du point de vue idéologique, théorique que pratique et organisationnel.

Ce phénomène n'est pas exclusif à l'Espagne. Dans tous les pays où les idées libertaires ont pris racine, il est courant de trouver des professionnels de la santé parmi ses militants. C'est même logique : les médecins et autres agents de santé ont été les témoins directs des effets de la révolution industrielle sur les conditions de vie et de travail du prolétariat. Il est fréquent que dans leurs publications ils proposent des mesures en solution à ces problèmes de santé, véritables épidémies sociales. Certains considèrent même que la seule thérapie possible est la transformation radicale de la société.

Mais en Espagne, la participation des « *sanitarios* » (les travailleurs de la santé) dans le mouvement libertaire a connue des proportions véritablement structurantes. Le livre « la finalité de la CNT-AIT, le Communisme Libertaire », véritable boussole de référence du mouvement anarchosyndicaliste espagnol, n'a-t-il pas été écrit par le médecin Isaac Puente, dont Federica Montseny – future ministre anarchiste de la santé – a pu dire : « indiscutablement, le docteur Isaac Puente fut le principal inspirateur des réalisations collectives de la Révolution espagnole ».

La spécificité du mouvement anarchiste espagnol, particulièrement dans le secteur de la santé, est qu'il a tenté de mettre en application, sur une grande échelle géographique, les principes anarchistes et de les confronter à la réalité, même si ce fut dans les conditions effroyables d'une guerre civile, qui rendait les problèmes de santé encore plus aigus (blessés de guerre, réfugiés, pénuries de personnels et de matériel, risque d'épidémies, ...).

Témoin de cette intense participation des professionnels de santé dans le mouvement anarchiste espagnol, la presse libertaire espagnole, dont le nombre de titres continue de surprendre les historiens et les militants actuels, a recueilli un grand nombre d'articles, d'informations, de courriers des lecteurs et de conférences données par des professionnels de la santé dans les centres libertaires et les athénées (centre sociaux libertaires). Cela ne signifie pas que tous les auteurs de ces articles, pas même la majorité sûrement, partageaient l'intégralité des idées anti-autoritaires des journaux dans lesquels ils s'exprimaient, mais ils savaient que c'était là le moyen le plus direct de rapprocher leurs idées de la partie la plus active du prolétariat. Il y eu des influences réciproques entre le mouvement anarchosyndicaliste et les mouvements populaires de santé d'autres obédiences – socialiste notamment - tant et si bien que lors de la Révolution de 1936, la vision globale de l'organisation de la santé révolutionnaire était globalement partagée, dans le sens anarchiste d'un système de santé socialisé (pas forcément étatisé), universel, laïque et gratuit, avec un système de santé intégré, laissant une plus grande part à la prévention.

Cette brochure en 2 parties essaye de mettre en lumière ce qui a animé ces centaines et ces milliers de militants, sur plus d'un siècle : l'aide mutuelle et la solidarité, l'humanisme avant tout. Ils étaient persuadés que la meilleure des thérapies face à une société malade, reste encore la Révolution, sociale et libertaire.

L'objectif de ce travail de compilation de textes, écrits par des militants dans le feu de l'action ou par des universitaires plusieurs décennies après que la passion révolutionnaire soit retombée, n'est pas de se complaire dans la nostalgie d'une Utopie perdue qui ne reviendrait jamais.

Alors que l'Humanité est secouée par une crise sanitaire, qui se transforme en crise politique et économique majeure dont on dit qu'elle annonce un changement d'organisation du Monde ; il nous semble essentiel de revenir sur cette période de la Révolution espagnole dont on sait qu'elle a été l'annonciatrice des bouleversements mondiaux ultérieurs.

Il est de bon ton, chez les commentateurs académiques, universitaires, journalistiques ou politiques, de dire que l'Anarchie est une situation de désordre absolu, et que les Anarchistes sont au mieux de doux rêveurs, au pire de dangereux casseurs. La crise que nous vivons en ce moment avec le Covid 19 nous démontre au contraire que le désordre absolu que nous vivons actuellement n'est pas l'Anarchie mais le chaos, et qu'il n'est pas le fruit d'une politique anarchiste, mais bien le résultat combiné de l'action du Capitalisme et de l'État.

L'expérience de la CNT-AIT en Espagne nous montre que – confronté à une situation aussi soudaine que celle du Covid-19, les anarchosyndicalistes ont néanmoins réussi à refaire tourner quasi immédiatement le système de santé, et ce alors que la plupart des cadres de santé avait fui et qu'ils manquaient d'absolument tout. La différence vient du fait que si la crise (le Révolution) n'avait pas été prévue par les anarchistes (le facteur déclenchant est venu d'un

coup d'état fasciste qui n'avait pas été annoncé), au moins l'avaient ils prédite - et même appelée de leurs vœux – et donc ils s'étaient patiemment organisés, et ce pendant plus de 70 ans, pour être prêt, le jour venu, à faire face.

C'est cela qui manque au Capitalisme et à l'état pour faire face aux épidémies : le sens de l'Histoire. Or on sait qu'en cas d'épidémie, les facteurs clés pour empêcher sa propagation sont la préparation, la détection précoce et la réaction rapide. Et que ce n'est pas en temps de « guerre » que ces aptitudes se préparent.

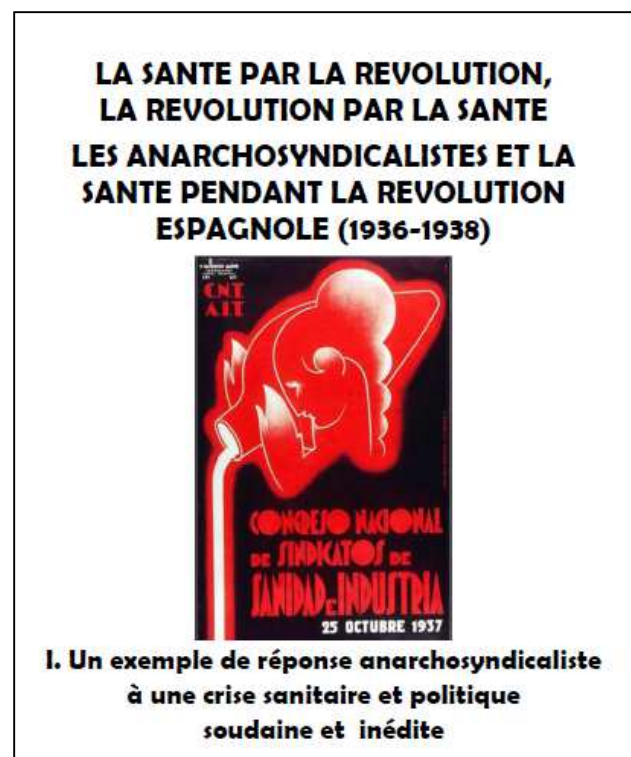
Les militants anarchosyndicalistes espagnols ont fait la preuve de leur capacité d'anticipation et de préparation et si la révolution espagnole a débouché sur une crise politique majeure puisque Guerre Civile, au moins faut il leur reconnaître qu'elle n'a pas débouché sur une crise sanitaire puisque – du moment que les anarchistes étaient responsables de la santé de la population en zone républicaine, aucune épidémie n'a été à déplorer, et ce au grand étonnement même des meilleurs spécialistes mondiaux qui étaient venus inspecter la situation s'attendant à trouver une situation sanitaire explosive.

Si l'on compare ce que les ouvriers et paysans espagnols (souvent analphabètes), et quelques médecins et infirmières qui étaient restés ont pu accomplir en si peu de temps en 1936, avec les prouesses de 2019 du système de santé des armées françaises, qui coûte des millions d'euros et qui dispose de profusion de matériel et de personnel mais qui n'a pas été foutu de monter une tente barnum avec 30 lits de réanimation en moins de 3 semaines pendant l'épidémie Covid, on ne peut s'empêcher de penser que oui, décidément, l'Anarchie est la plus haute expression de l'Ordre, et qu'il serait souhaitable pour notre santé et le bien-être de l'humanité et de la planète, que l'on prenne exemple sur les révolutionnaires espagnols de 1936 ...

La définition anarchiste de la santé est « État total de bien-être, physique, mental et social » ». Pour rétablir l'Harmonie, entre les humains comme avec la Planète, condition sine qua none pour vivre en plénitude de notre santé, nous devons en finir avec le Capitalisme et l'Etat. Il y a urgence.

Des travailleurs de la santé de la CNT-AIT

Cette brochure en 2-parties peut être téléchargée. Version papier disponible sur demande à contact@cnt-ait.info



I. Un exemple de réponse anarchosyndicaliste à une crise sanitaire et politique soudaine et inédite

Télécharger: <http://cnt-ait.info/2020/05/11/sante-36-1/>

TABLE DES MATIERES

- la Santé par la Révolution, la Révolution par la Santé
- Quelques précurseurs : critiques anarchistes de la médecine
- Bref Panorama historique de la santé anarchiste en Espagne
 - a) Les débuts de la première internationale en Espagne (1870-1900) : les bases rationnelles et scientifiques de l'anarchisme espagnol
 - b) Les apports du néo-malthusianisme et du naturisme (1900-1920)
 - c) Durant la dictature de Primo de Rivera (1923 – 1931) : maturation des apports idéologiques
 - d) La seconde République (1931-1936) : affirmation du communisme libertaire comme finalité de l'anarchosyndicalisme et remède aux maladies sociales
 - e) La Révolution Sociale (1936-1937) : mise en pratique de 70 ans de préparation conceptuelle et idéologique.
 - f) L'Ordre contre l'Utopie sanitaire et sociale : les communistes puis l'exil, la résistance intérieure, la clandestinité (1938-1975)
- Sur le rôle des techniciens en période révolutionnaire

- Anarchosyndicalisme et santé à l'arrière et au front : le cas de Valence et de la Colonne de fer dans la guerre civile espagnole ((1936-1937)
De la Révolution Sanitaire Anarchiste à la perte d'influence de la CNT-AIT
Les Services sanitaires de la Colonne de Fer
- "Santé, performance et activité " ! L'Organisation Sanitaire Ouvrière, la CNT-AIT et la collectivisation des services médico-sanitaire au déclenchement de la révolution à Barcelone
- L'hôpital de campagne de la CNT-AIT de Villajoyosa (Alicante) ; - « À l'hôpital ... » (article de *Arbetaren* 1938)
- Les affiches de la CNT-AIT en soutien aux hôpitaux de campagne, témoins de la Révolution et de la guerre d'Espagne

II. La mise en place d'une santé publique anarchiste :



Télécharger : <http://cnt-ait.info/2020/05/22/sante-36-2/>

TABLE DES MATIERES

- L'anarchisme espagnol dans le débat sur la santé en Espagne: santé, maladie et médecine (1930-1939)
 1. Le débat autour de la santé, de la salubrité et de l'hygiène
 2. La CNT et le concept de médecine sociale
 3. Le discours anarchiste sur les «maladies sociales»
 4. Le problème de santé pendant la guerre civile : la CNT et le contrôle de la santé catalane
- Vers une définition de la Santé Anarchiste : le Congrès National de la Santé de mars 1937
 - Finalité : la santé d'un point de vue anarchiste
 - Principe : Le système de santé d'un point de vue anarchiste
 - Tactiques : mise en œuvre des principes pour atteindre la finalité
- La santé dans la Révolution sociale et libertaire de 1936

- La Santé et l'Assistance Sociale pendant la Guerre Civile par Federica MONTSENY (1986)
 - Organisation du Ministère de la Santé
 - Le Comité d'Hygiène de la Société des Nations
 - Assistance Sociale
 - Invitation du Comité d'Hygiène de la Société des Nations
 - Création de l'Office Central d'Evacuation et d'Assistance aux Réfugiés
 - Le problème de l'avortement ; La lutte contre la prostitution
- Psychologie et Anarchisme dans la Guerre Civile espagnole : l'œuvre de Félix Martí Ibáñez
 - Martí-Ibáñez et la psychologie avant la guerre civile
 - La réforme de la psychiatrie pendant la guerre civile
 - Psychanalyse de la guerre civile
 - Le travail psychologique d'un exilé

[France] Dans la santé comme partout : travaille et crève

Décembre 2020, CNT-AIT France, tract



Le Capitalisme tue !

**Pour un système de santé universel,
socialisé, solidaire !**



CNT-AIT

cntaitcochin@gmail.com

parlons pas de cet accord de la honte le Ségur ... C'est un accord de trahison, signé par les syndicats réformistes et contre lequel les syndicats dit contestataires n'ont organisé aucune résistance sérieuse (ils ont appelé à des AG dans votre structure ?) alors que l'opinion publique nous était archi favorable. Les 183 euros ne vont même pas couvrir l'inflation des dix dernières années avec point d'indice bloqué !

Alors que nous sommes exténués, que de nombreux collègues sont en *burn-out*, que dans certains services des collègues ont été contaminés par la Covid faute de moyens de protection, que fait le gouvernement ? Il embauche ? il donne des moyens supplémentaires ? Mais non voyons, son éminence Macron nous l'a dit le 6 octobre, en réponse à un collectif de soignants en colère « Ce n'est pas une question de moyens, mais d'organisation »

Et question organisation, le gouvernement prépare l'avenir : il ouvre le feu vert à la privatisation. Oh, il le fait en douce, pas franchement, par petites touches. Ça avait commencé avec le décret 2019-1593 du 31 décembre 2019 (pris en pleine période de fêtes de fin d'année, pour passer inaperçu) qui introduit la rupture conventionnelle dans la fonction publique. Autrement dit qui permet de licencier sans le dire des fonctionnaires ... Et puis ce 3 septembre, un nouveau décret, le n°2020-1106, relatif aux mesures d'accompagnement en cas de suppression d'emploi dans la fonction publique hospitalière. Certes ce décret ne parle pas de licenciement, il explique juste ce qui va se passer lors des fermetures d'hôpitaux. Bien sûr ce texte dit que l'agent pourra rester en activité, même si sa structure de rattachement est fermée. Mais le texte prévoit que l'État n'a pas obligation de lui trouver une nouvelle affectation... Or si l'État ferme des structures, ce n'est pas pour en rouvrir d'autres, ni pour gonfler les effectifs de celles existantes car l'heure est au « dégraissage du mammoth »... Si l'agent est sans affectation, il ne percevra plus aucune prime liée à l'exercice de ses fonctions ! Autrement dit son revenu sera largement amputé, de telle façon que si l'agent a une famille, des remboursements à payer, des enfants étudiants il ne gagnera plus assez pour subvenir à ses besoins... L'agent sera alors poussé à négocier son départ de la fonction publique avec l'illusion qu'en s'installant en activité libérale ou en rejoignant des structures privées, il pourra trouver une meilleure alternative.

On le comprend, ce texte n'est rien de moins qu'un texte de harcèlement institutionnel officialisé, pour pousser les agents vers la sortie ... L'État aura beau jeu de dire qu'il ne privatise pas et que ce sont les agents qui partent vers le privé « à leur demande », mais auront-ils le choix ? Et pour les patrons des structures privées ce sera sans risque : l'article 16 permet une période d'essai pour le salarié qui peut aller pendant un an dans une structure privée, en mise à disposition. Ainsi si « la greffe » ne prend pas, le patron peut se séparer de son employé sans risque et en prendre un autre. Qui a dit que l'État ne pensait pas à tout et ne préparait rien ?

Là encore, on n'entend pas les syndicats sur ce véritable plan de privatisation et de harcèlement institutionnel... Alors nous aussi il faut nous préparer à riposter, pour ne pas laisser faire.

La crise Covid a montré que la santé était un bien public, et qu'une gestion strictement comptable produisait catastrophe sanitaire et injustice. Et la future « organisation », privatisée, n'arrangera rien ! A nous de nous mobiliser,

On est très injuste avec ce gouvernement ! Nous pensons tous que sa gestion catastrophique de la crise COVID est due à son incapacité à anticiper et à se préparer. C'est complètement faux et le gouvernement nous donne tous les jours la démonstration qu'il est tout à fait capable de prévoir et de s'organiser, quand il le veut.

Déjà au mois de mars 2020, nous n'avions pas de stock de masques par ce que le gouvernement n'en avait pas commandé. Par contre il n'a pas oublié en novembre 2019 puis de nouveau en avril 2020 de commander plusieurs millions d'euros de gaz lacrymogènes, de LBD et autres drones policiers. Ce gouvernement a le sens des priorités et des urgences !

Dans la santé c'est pareil. Alors que la seconde vague est là, et que l'iceberg de toutes les autres pathologies « reportées » va réapparaître, que croyez-vous que le gouvernement fasse ? Ne

soignants et patients ensemble, pour exiger plus de lits dans nos hôpitaux, des embauches massives des salaires dignes.

+ De lits, + de personnel, un salaire digne,
Retrait de l'accord de trahison Ségur,
Pour un système de santé universel, socialisé, solidaire !
Vive la sociale !

Des travailleurs du secteur santé de la CNT-AIT (Anarchosyndicaliste)

Cochin-Broca –Hôtel-Dieu, décembre 2020 contact@cnt-ait.info <http://cnt-ait.info>



[France] EHPAD, HOPITAUX : S'EPUISE AU TRAVAIL POUR UN SALAIRE DE MISERE ?

Assez d'exploitation !
Des embauches et des salaires dignes !
Salariés, patients, résidents
Solidaires pour la Dignité !

CNT-AIT

**Puisqu'ils sont obligatoires,
ils doivent être gratuits !**

**Masques gratuits
pour toutes et tous,
sans conditions de revenu
ou d'origine !**



cnt-AIT Anarchosyndicalisme !

<http://cnt-ait.info>

contact@cnt-ait.info

[France] MASQUES GRATUITS

Puisqu'ils sont obligatoires, ils doivent être gratuits !
Masques gratuits pour toutes et tous,
Sans conditions de revenu ou d'origine !

[France] Le jour où les méprisants voleront, Macron sera chef d'escadrille !

25 juillet 2020, CNT-AIT, <http://cnt-ait.info/2020/07/25/patrouille/>

Le SEGUR est du pur mépris : la revalorisation des « héros de première ligne », de celles et ceux que les ministres et députés LREM sommaient par *twit* d'applaudir tous les soirs à 20 heures, de celles et ceux pour lesquels les artistes ont composé tant de chansons et de clips plus ou moins réussis en disant des « merci merci merci », de celles et ceux dont le salaire n'avait pas évolué depuis 10 ans mais à qui Macron a promis qu'ils ne seraient pas oubliés, qu'ils allaient voir concrètement la générosité pour leur sacrifice et ce – promettait Véran – dès le 1er juillet ...bref NOTRE revalorisation n'ira pas plus loin que 183 euros nets mensuels. Soit, pour un salaire de 1500 euros nets, 9 euros de plus que l'inflation de ces dix dernières années ...

Il n'aurait plus d'argent en caisse, l'Etat a déjà déboursé 7,5 milliards pour les soignants qu'ils s'estiment heureux. « les gars il faut rester cool » dirait Macron. Pourtant l'Etat a encore de l'argent : il a trouvé les moyens d'acheter en mars 2020 pour 3,6 millions d'euros de gaz lacrymogène et en avril pour 3,8 millions d'euros de drones policiers. Ne nous plaignons pas : il y a fort à parier que nous serons servis EN NATURE les prochaines fois où nous exprimerons notre saine colère du mépris de l'Etat ...

Mais, cerise sur le gâteau, ce début juillet ce ne sont pas augmentations promises par Véran que nous avons eu le plaisir de voir, mais ... les avions de la Patrouille de France ! Cette « unité militaire de prestige », pour remercier les soignants qui ne lui ont rien demandé, est venue faire des ronds de fumée autour des hôpitaux parisiens et de l'Est. Au-delà de l'aberration écologique de cette opération de communication, quel est son coût ? En 2018, un général avait été épinglé pour avoir utilisé un alpha jet, avion de la patrouille de France, pour son usage personnel. BFM – que l'on ne peut soupçonner d'antimilitarisme primaire – avait calculé alors qu'une heure de vol coûte au contribuable entre 13 000 et 15 000 euros rien qu'en kérosène ! [1] Les survols des hôpitaux en disposition « diamants » – soit 8 avions – coûtent donc au moins 120 000 euros et comme il y a une trentaine de survols prévus, on peut estimer cette galéjade coûte au minimum 3,6 millions d'euros au budget de l'Etat ... là encore, toujours ça en moins sur notre feuille de paye !

Alors que l'Etat brûle nos impôts dans le ciel, il continue de programmer la fermeture des hôpitaux Bichat et Beaujon (Clichy- Paris 17ème). A Broca (13ème arrondissement de Paris) les lits USLD fermés pour « cause » du COVID ne sont pas rouverts. Des postes de soignant-e-s sont menacés de disparaître au nom de ces fermetures ! Ce dont nous avons besoin ce ne sont pas d'applaudissements ni de vroum vroum polluants dans le ciel, mais des actes et une mobilisation populaire pour dire NON AUX FERMETURES D'ETABLISSEMENT ET DE LITS ! DES EMBAUCHES !



Après le Ségur de mépris et de trahison, ils nous envoient la patrouille de France et ses fumigènes bleu blanc rouge : est-ce qu'on va se faire enfumer encore longtemps ???

Le pognon pour la santé, pas pour l'armée !

Vive la sociale !

[1]

<https://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/un-general-soupconne-d-utilisation-privée-d-un-alpha-jet-combien-couterait-le-vol-1196706.html>

[Espagne] HALTE A LA PRECARITE DANS LES EHPAD [Autocollant]



Contre la précarité salariale dans les résidences pour personnes âgées et les EHPAD !

- Journées excessives
- Manque de personnel
- Manque de moyens de mobilité pour les anciens
- Corruption du comité d'entreprise avec la direction
- Atteintes aux droits fondamentaux des patients
- Abandon des obligations de l'administration

ASSEZ !

Organise toi et lutte !

[Espagne] La privatisation de la santé publique, le cauchemar sanitaire espagnol ...

8 août 2020, CNT-AIT, Barcelona, <https://www.nodo50.org/cntcatalunya>

Jamais auparavant il n'y avait eu autant de conscience en Espagne de la valeur de la santé publique et des graves lacunes dont elle souffre que pendant cette crise du Covid-19.

En Espagne, c'est en 1997 que la porte a été ouverte à la privatisation de la santé publique, avec l'adoption de la loi sur la mise en place de nouvelles formes de gestion du système national de santé. Cette loi établit que tout centre de santé et partenaire de santé dans l'État espagnol peut être géré par n'importe quel type d'entreprise privée.

Jusque-là, la loi générale sur la santé de 1986 empêchait ce type de participation des entreprises privées au système public de santé ... mais dans son article 90, la loi indique que lorsque le système public n'arrive pas à fournir suffisamment de service, une activité spécifique peut être organisée avec des hôpitaux privés, en tant que mesure "in extremis".

Mais sous prétexte de moderniser les soins de santé et d'être plus efficace (et de faire des économies budgétaires pour l'État), la gestion privée de la santé publique a été introduite. Il en a résulté une réduction des lits et du personnel de santé, ce qui a entraîné une augmentation des listes d'attente en santé publique et une augmentation de la souscription de polices d'assurance santé privées. Les listes d'attente ont servi à augmenter les dépenses de santé, en concertation avec les cliniques privées, qui ont profité de l'article 90 de la Loi du système de santé. Le secteur privé a établi des listes de pathologie rentables, indiquant les actes, les analyses et les opérations qu'il accepte de réaliser et laissant au public les autres, non rentables. Et pour ces actes rentables, le privé collecte l'argent destiné à la santé publique.

D'autre part, pour éviter les listes d'attentes, les personnes qui peuvent se le permettre décident de souscrire une assurance santé privée et avoir ainsi accès au système privé. Ce faisant, ils payent doubles cotisations, celle de la Sécurité sociale et celle de l'assureur privé. Pour ceux qui n'ont pas les moyens, nombreux sont ceux qui auraient eu besoin de certains services de santé, mais qui ont ressentis dans leurs chairs les effets des coupes budgétaires. Cet abandon de la santé publique est évident aujourd'hui plus que jamais.

Mais alors que nous avons constaté que, alors que la santé publique connaissait un scénario de manque total de ressources, pendant le Covid la santé privée orientait les patients Covid vers les hôpitaux publics et / ou fermait ses propres centres. Nous avons constaté que, alors que les agents de santé publique travaillaient sans fin, les agents de santé privés étaient renvoyés chez eux par l'intermédiaire des plans sociaux (ERTE). Or du fait du manque d'équipement de protection individuelle, les patients n'étaient pas pris en charge dans les centres de santé ; les patients n'ont pas non plus été admis dans les hôpitaux, mais ont été contraints de rester à la maison ou dans des EHPAD en raison du manque de lits dans les hôpitaux publics. Nous avons été témoins de l'horreur de la façon dont les gens sont morts à la maison et dans des résidences pour personnes âgées sans être soignés, alors que dans des hôpitaux privés financés par des fonds publics, des unités hospitalières ou des centres de soins entiers étaient fermés. Nous avons été témoins de la participation des militaires à un problème de santé depuis le début ... Nous avons assisté à l'effondrement du système de santé publique ...

Nous ne pouvons pas permettre cela. La seule façon d'arrêter le démantèlement de la santé publique est de sauver ce qui a été privatisé pour avoir un système de santé publique autogéré et universel.

CNT-AIT de Barcelone



[Espagne] LA RESIDENCE « L'ARBOC » REFUSE DE RECONNAITRE LA SECTION DE LA CNT-AIT

23 août 2020, CNT-AIT, Catalogne, <https://www.nodo50.org/cntcatalunya>

La section syndicale de la CNT-AIT au sein de la résidence pour personnes âgées « L'arboç » (Barcelone) est en conflit avec la direction, car celle-ci refuse de reconnaître la CNT-AIT. La Direction a essayé d'acheter nos militantes en leur proposant de participer aux élections syndicales sur une liste montée par la direction. La CNT-AIT a refusé, car elle ne participe pas aux élections syndicales, par principe. La loi espagnole autorise les sections syndicales à agir dans l'entreprise, même si elles ne participent pas aux élections syndicales. Mais la direction de l'entreprise refuse de discuter avec la section syndicale. Ci-dessous un courrier adressé à la Direction pour lui rappeler le droit syndical et lui proposer un cours de formation, à un prix d'ami.

De la Section syndicale de la CNT-AIT de la Résidence pour personnes âgées « L'Arboç »

A la Direction de cette résidence,

Barcelone, le 05 août 2020

Cette section syndicale vous envoie de nouveau ce courrier suite à votre courrier daté du 25 juillet envoyé à la compañera Mme Gillermina G. en tant que collègue qui nous représente parmi les travailleurs. Nous apportons les précisions suivantes :

En lien avec votre courrier susmentionnée, vu la manière dont cette direction s'exprime dans ledit courrier, nous en déduisons qu'il serait utile que vous demandiez conseil au cabinet d'avocats que vous mentionnez avant de nous envoyer une nouvelle lettre, car nous pensons que vous confondez les Elections Syndicales avec les Sections Syndicales. A toutes fins utiles, nous vous informons que la *Confederación Nacional del Trabajo* (CNT-AIT) organise des cours de formation de droit syndical au cas où vous seriez intéressé ; pour les entreprises, ces cours sont payants, mais pour vous nous sommes sûrs que nous accepterons de vous faire un prix/ Renseignez-vous dans la Bulletin Officiel Espagnol entre autre des dispositions qui réglementent l'activité des syndicats.

Comme à d'autres occasions, nous renouvelons notre demande de tenir une réunion avec cette direction pour discuter des problèmes et des droits qui nous concernent en tant que travailleurs de cette résidence et que vous ne respectez pas, et pour lesquels vous avez toujours répondu par le silence. Nous pointons que les travailleurs ont été à la hauteur de la tâche lors de la situation de pandémie de coronavirus, comme la gérante Mme Ana Morales peut le confirmer. Nous exprimons notre déception face à la présence nulle dans toute cette situation d'urgence sanitaire du gérant M. Miguel Sánchez, que nous n'avons pas vu à la Résidence, alors qu'il a communiqué aux proches des résidents que ceux-ci allaient bien et même jouaient aux dominos. Merci M. Miguel Sánchez pour votre exemple.



Nous vous communiquons que Mme Isabel M., en raison du dépassement d'heures mensuelles, prendra les mercredis de sa longue semaine, pour compenser les heures l'Accord de branche.

Nous vous communiquons aussi que Mme Yovanna M. prendra les vendredis de sa semaine courte pour les mêmes raisons que Mme Isabel.

Avec tout ce qui est indiqué dans ce courrier et dans ce qui a été mentionné dans les paragraphes précédents, nous demandons encore une fois une rencontre avec vous et nos conseillers syndicaux pour harmoniser les différences qui pourraient exister. Nous sommes à votre disposition.

Bien à vous, cette section syndicale et ses représentants.

[Ukraine] Un salaire digne pour les infirmières !

17 décembre 2020, Чорний Стяг (Drapeau noir), <https://www.facebook.com/blackflagua>



Lvov, 21 décembre 2020 : Un salaire digne pour les infirmières

Le 16 décembre 2020, des militants du « Drapeau Noir » et de « l'Action Populaire » se sont joints aux infirmières contre l'oppression sociale perpétrée par le gouvernement néolibéral contre la santé publique. En 2020, un véritable front de la lutte contre la pandémie s'est ouvert à tous les médecins et personnels de santé ukrainiens, et, sans surprise, le principal ennemi des descendants d'Hippocrate n'était pas le virus, mais son propre gouvernement ukrainien. Les bureaucrates gouvernementaux et les oligarques de la médecine, poursuivant le travail de leurs prédécesseurs, détruisent la médecine publique au profit de la médecine privée. Ils le font si cyniquement qu'il n'y aura bientôt plus d'infirmières ou de médecins qualifiés qui respectent leur travail en Ukraine.

Les salaires des médecins restent disproportionnés par rapport aux risques. C'est difficile à imaginer, mais le salaire moyen des médecins n'atteint pas le salaire moyen en Ukraine !

Selon le ministère de la Santé, le salaire moyen d'un médecin est d'environ 9 000 Hryvnias ukrainienne (environ 260 Euros), 7 000 Hryvnias (environ 203 Euros) pour les infirmières et 5 000 Hryvnias (144 Euros) pour les jeunes

infirmières.

C'est pourquoi, aujourd'hui, nous, anarchistes, ne pouvons pas rester à l'écart de la lutte et nous soutenons ceux qui nous défendent tous et qui ont besoin de notre solidarité! Lors de l'action, les infirmières ont exprimé leurs revendications

1. Financement de la médecine à hauteur d'au moins 7% du PIB.
2. Augmentation des salaires du 1^{er} janvier 2021 pour les travailleurs médicaux au niveau de 23 000 Hryvnias pour les médecins; 17 000 pour les infirmières et 12 000 pour le personnel médical junior.
3. Garantie de recevoir des prestations d'assurance contre les maladies professionnelles pour les personnels de santé atteints de COVID-19 (présomption de lien entre la maladie et l'activité professionnelle).
4. Publication des dépenses, des revenus et des budgets des établissements médicaux (comptabilité ouverte), droit collectif de choisir la gestion des établissements médicaux.
5. Lancement d'un programme d'État pour fournir des logements au personnel médical.
6. Arrêter la destruction des institutions des services de maladies contagieuses (tuberculose), de psychiatrie et d'épidémiologie.
7. Transfert des infirmières travaillant dans les établissements scolaires et préscolaires au personnel des établissements de soins de santé du Ministère de la santé.

Après le rassemblement, les manifestants ont organisé une manifestation dans les rues de la ville.

La solidarité avant tout !

<https://www.facebook.com/blackflagua/posts/1007699079717234>

(D'après un communiqué de la section de l'AIT, en Russie, KRAS)

[Bulgarie] La pandémie comme guerre de classe contre les travailleurs

25 novembre 2020, Confédération Autonome des Travailleurs (ARK) - <http://avtonomna.com/>



Медицински будилник, Le réveil médical, bulletin d'information des infirmières

Le gouvernement a annoncé un deuxième verrouillage dans le pays, qui débutera le vendredi 27 novembre. Cela se produit dans le contexte d'un effondrement complet de notre système de santé, principalement en raison du manque d'infirmières et d'ambulanciers paramédicaux,

d'une propagation incontrôlée du virus, qui place la Bulgarie au premier rang en termes de mortalité en l'Europe et d'une insécurité totale de la majorité des travailleurs quant à leur revenu à court et moyen terme.

Comment en est-on arrivé là ?

Commençons par l'effondrement de notre système de santé. La vérité est qu'elle était au bord du précipice bien avant la pandémie, comme s'en alarmaient les experts médicaux depuis des années. La pandémie n'a fait que nous aider à faire un pas en avant décisif. Il est maintenant temps de se rappeler que les infirmières organisent des manifestations de masse pour des salaires adéquats et des conditions de travail humaines afin de garder les infirmières en Bulgarie (éviter l'émigration) et notre système de soins de santé, ainsi que pour mettre fin au commerce rampant des soins de santé. Elles ont protesté pendant des mois, organisé des campements de tentes et même occupé le parlement, dans une tentative désespérée de forcer le gouvernement à prendre des mesures pour sauver les soins de santé bulgares. Le gouvernement a catégoriquement refusé de se plier ne serait-ce qu'à l'une des demandes des infirmières. Les résultats sont catastrophiques, et aujourd'hui, nous tous - travailleurs de la santé et patients – en ressentons sur le poids sur notre dos.

Bien qu'il ait raté l'occasion de sauver le système de santé de l'effondrement, le gouvernement aurait pu au moins atténuer le déclin en prenant des mesures adéquates après le début de la pandémie. Au lieu de cela, depuis le printemps, nous avons été témoins d'une imprudence criminelle et de la comptabilité la plus effrontée qui a ajouté à l'effondrement inévitable des soins de santé et à un sentiment de désolation et de désespoir. Alors que les gouvernements de toute l'Europe se sont précipités pour augmenter les salaires des infirmières, des ambulanciers paramédicaux et des médecins à pas de géant, la Bulgarie est restée le seul pays où, au lieu d'augmentation, les employés recevaient seulement des primes, et encore pas pour tout le monde. La mesure insensée de 1000 Lev bulgares (500 Euros) en aide ponctuelle aux employés de première ligne a jeté les travailleurs de la santé dans le chaos, créé des tensions du fait des ambiguïtés - qui devait être considéré comme travailleur de première ligne et qui ne le devait pas - et a contribué à saper la cohésion et la solidarité indispensables en temps de crise. La plupart des travailleurs n'ont jamais rien reçu. Les mesures prévues pour l'année prochaine continuent de creuser le fond, et l'augmentation misérable des salaires ne sera TEMPORAIRE que pour 2021.

Mais ce n'est qu'une goutte dans l'océan. Les milliers de médecins, d'infirmières et d'ambulanciers qui sont épuisés, emballés dans des combinaisons spatiales, enchainant les rotations insupportables pour compenser le manque de personnel, ne disposant toujours pas dotés des équipements de protection les plus élémentaires - gants, masques, tabliers. Alors que des milliards sont versés dans le système de santé chaque année, les travailleurs sont obligés d'acheter eux-mêmes leur propre équipement de sécurité, des dizaines d'hôpitaux survivent grâce à des campagnes d'aide et de charité, d'autres envoient des appels désespérés à des bénévoles et des patients meurent en dehors des hôpitaux faute de personnel. Le gouvernement a eu des mois, depuis le printemps à aujourd'hui, pour essayer de préparer notre système de santé à la deuxième vague du virus à venir. Mais pour économiser de l'argent, ne pas changer le modèle néolibéral des soins de santé, ne pas réduire les revenus des commerçants en santé humaine - ils n'ont rien fait. Et maintenant, les soins de santé s'abattent sur nos têtes.

Les mesures du gouvernement contre l'épidémie

Après avoir vu que le gouvernement a refusé de prendre des mesures dans le domaine de la santé, regardons les autres mesures de lutte contre l'épidémie qui ont été prises depuis le printemps. Dès le début, elles avaient et ont toujours un fort caractère de classe. Avec l'entrée du coronavirus en Bulgarie au début du printemps 2020, le gouvernement a annoncé un verrouillage complet, bien que la propagation de l'infection ait été plusieurs fois inférieure à ce que nous avons vu au début de l'automne, lorsque le gouvernement a refusé d'introduire même un

verrouillage partiel. Derrière ces actions apparemment chaotiques des dirigeants, les intérêts économiques de leur classe sont clairement visibles. Le verrouillage au printemps a été principalement dicté par les propriétaires de petites entreprises commerciales qui pensaient pouvoir sauver la saison touristique estivale et limiter leurs pertes financières du reflux attendu si la propagation de la maladie se limitait à la fin du mois de mai. C'est effectivement ce qui s'est passé : au début de la saison estivale, la propagation était contrôlée et tous les bars, hôtels et restaurants ont ouvert leurs portes. Les mesures anti-épidémies ont cédé la place au commerce.

Ceci, à son tour, a conduit de manière tout à fait prévisible à une forte augmentation de la propagation de la maladie, qui a commencé en juillet, est devenue incontrôlable en octobre et continue de croître jusqu'à ce jour. C'est en octobre que le caractère de classe de la gestion de crise s'est révélé dans toute sa splendeur. Lors de briefings devenus notoirement (et comiquement) célèbres, à côté du Ministre de la santé sont apparus des experts tels que Richard Alibegov, président de l'association des restaurants, qui ont commencé à donner des instructions à la population. Cela montrait clairement dans l'intérêt de qui la crise était gérée. En conséquence, les restaurants sont restés ouverts, les cas ont continué d'augmenter et le prix a été payé et continue d'être payé principalement par les familles des travailleurs qui, contrairement à Alibegov, travaillent effectivement dans ses restaurants.

Alors que les patrons se contentent de leur privilège de s'isoler et de tenir des conseils d'administration en ligne, ce sont les travailleurs qui doivent travailler sur place - dans les restaurants, les bureaux et les magasins tous les jours, malgré le risque d'infection pour nourrir leurs familles.

Mais la nature de classe de la gestion de crise ne s'arrête pas là. C'est évident dans chacune des mesures prises depuis le début de la crise. Alors que l'État exprimait son empathie pour les hommes d'affaires qui souffraient depuis longtemps et de la réduction de leurs bénéfices inestimables, il se comportait comme une stricte « marâtre » pour les travailleurs et le peuple en général. Caressant avec une plume et discutant de manière sacrificielle de tous les caprices des hommes d'affaires, le gouvernement a vicieusement attaqué la population, l'accusant de l'échec de leurs mesures insensées. Parce qu'il a refusé d'introduire de véritables mesures pour faire face à la crise sanitaire afin de ne pas nuire aux bénéfices des entreprises, refusant d'indemniser et de stimuler la responsabilité des gens- l'État a introduit une série de mesures timides, dénuées de sens ou carrément néfastes contre les gens ordinaires. Les gens devaient porter des masques dans les endroits les plus étranges, suivre les horaires en constante évolution de sortie via des corridors « verts », et toutes sortes d'autres caprices des dirigeants. Le travail du parlement a fini par pointer du doigt les gens en les accusant de manque de discipline, de stupidité et d'incompréhension. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que de nombreuses personnes se contentent de dénoncer le gouvernement et le siège et les mesures.

Mesures sociales

La pandémie passera, comme toute autre pandémie similaire dans l'histoire de l'humanité est passée. Mais cela aura de graves conséquences économiques et sociales. Les conséquences ont commencé à apparaître dès le début, lors du premier verrouillage au printemps, lorsque des milliers de travailleurs ont perdu leur emploi ou ont été contraints de prendre un congé sans solde. Les mesures sociales de l'État dans cette situation n'étaient pas surprenantes au vu de l'intérêt de classe qu'il sert, comme nous l'avons déjà vu en détail ci-dessus. Pour les hommes d'affaires, des fonds de soutien ont été immédiatement organisés pour couvrir la plupart de leurs dépenses pendant la période de crise, des prêts sans intérêt et un tas d'autres avantages. Mais les travailleurs qui se pressaient devant les bureaux de chômage n'ont rien reçu. Dans le verrouillage actuel, des milliers de travailleurs sont confrontés à la même situation, mais encore aggravée par le fait que beaucoup d'entre eux ont déjà dépensé leurs indemnités chômage pendant le verrouillage au printemps et restent maintenant littéralement sans revenu au milieu de l'hiver et sans perspective d'assouplissement de la situation dans les mois à venir. Le gouvernement a promis une aide en cas de crise de 24 Lev (12,25 Euros) par jour pour les personnes envoyées en congé forcé sans solde - bien sûr, pas par souci particulier pour les travailleurs, mais surtout pour aider les entreprises à garder leur personnel. Par contre il n'y a pas d'argent pour les travailleurs licenciés à cause du verrouillage, qui sont considérés comme inutiles pour l'entreprise - et donc inutiles pour l'État!

Les conséquences du principe de classe de répartition de la générosité de l'Etat ne s'arrêtent pas à la catastrophe sociale dans laquelle les licenciements sont lancés. Ils détruisent les fondements mêmes de la société. Aujourd'hui, on voit comment le refus du gouvernement de fournir des revenus aux parents contraints de quitter le travail pour s'occuper de leurs enfants alors que les écoles et les jardins d'enfants sont fermés conduit à une affreuse confrontation entre parents inquiets pour leurs revenus et enseignants inquiets pour leur vie. Nous pouvons voir ces exemples dans d'autres secteurs également. Grâce à sa politique antisociale, l'État est en passe de faire plus de mal à la société que la pandémie.

Que pouvons-nous faire?

Concernant la crise sanitaire, le match est terminé. Quelles que soient les mesures prises à partir de maintenant, il est trop tard pour parler de faire face à la situation. Ce qui peut être fait, c'est faire pression sur le gouvernement pour qu'il fournisse au moins une protection de base aux travailleurs du secteur de la santé afin qu'ils puissent continuer à sauver des vies dans la dignité. L'autre chose, encore plus importante, est d'exercer une forte pression, non seulement de la part des travailleurs de santé, mais de l'ensemble de la société – pour que tous les travailleurs de la santé soient équitablement rémunérés pour avoir pris la crise sanitaire sur leur dos, non pas par des primes ponctuelles ou temporaires, mais par des augmentations significatives des salaires. Cette augmentation de salaire doit aussi être le premier pas vers une réforme radicale du secteur, qui mettra fin au commerce de la santé humaine et qui est aujourd'hui plus que jamais une question de vie ou de mort.

En termes de mesures sociales, les protestations des travailleurs des secteurs les plus touchés ont déjà éclaté au moment où nous écrivons cet article. Ce qu'il faut faire, c'est empêcher la division des travailleurs, que les dirigeants maîtrisent si bien et exercent chaque fois qu'ils en ont l'occasion. Il faut insister pour garantir les revenus de tous - ceux qui sont en congé sans solde et licenciés, ceux du tourisme et ceux de l'industrie. Pour le droit des enseignants de travailler à distance et le droit des parents d'être à la maison avec leurs enfants sans risquer de perdre leurs revenus. L'heure n'est pas à la division par secteurs, villes et professions, mais à la solidarité et à la cohésion.

evgeni5150

[Bulgarie] Répression contre les agents de santé en grève

02/06/2020, ARK, <https://www.facebook.com/avtonomnakonf/>



*солидарност със здравните работници,
solidarité avec les travailleurs de la santé*

Fin mai 2020, le syndicat de base ARK a fait état de la peur et de la colère dans le conflit du travail à l'hôpital Pirogov, le plus grand hôpital du pays. Dans les jours précédents, une attaque sans précédent (même pour des standards Bulgares ...) de la répression étatique contre l'«Union des professionnels de la santé» (SBMS) avait commencé.

Des manifestations et des grèves dans le secteur de la santé s'y déroulent depuis plus d'un an. Le syndicat d'infirmières SBMS se bat pour des salaires et des conditions de travail décentes, ainsi que pour la fin de la commercialisation de la santé humaine dont tout le monde souffre.

Il y a quelques mois, le gouvernement local a tenté d'empêcher la création d'un groupe syndical

du SBMS dans l'hôpital de la ville et a engagé une procédure disciplinaire contre la présidente de la section, Boyka Anastasova. Il s'agit de tentatives audacieuses mais désespérées de détruire les infirmières rebelles. La police a pris également des mesures contre les principaux organisateurs, qui ont été convoqués au commissariat central de Bucarest, la capitale, pour interrogatoire.

Le syndicat de base «Confédération autonome des travailleurs» (ARK) déclare sa solidarité avec la SBMS dans son conflit de travail, et demande le licenciement immédiat du directeur responsable de la clinique, le professeur Asen Baltov. Tous les policiers qui ont violé arbitrairement la constitution et la loi pendant les opérations devraient également être démis de leurs fonctions et une enquête devrait être ouverte. En outre, nous exhortons les syndicats en Europe et dans le monde à prendre position sur ce cas d'attaques de l'État contre la liberté syndicale et à manifester leur protestation contre cette suppression des professionnels de la santé en Bulgarie

Dans la lutte solidaire pour la dignité des travailleurs.

[Bulgarie / Autriche] Solidarité avec la lutte du personnel infirmier bulgare

12 Octobre 2020, WAS-AIT, Vienne,

Le Syndicat des travailleurs de Vienne (WAS-AIT) se joint à l'appel de l'Aide Internationale des Travailleurs Autriche-Bulgarie (*Internationalen Arbeiterhilfe Österreich-Bulgarien*) pour un rassemblement de solidarité avec les personnels soignants bulgares. Nous sommes en contact amical en Bulgarie avec les compagnons du syndicat de base ARK, dans lequel certaines infirmières sont organisées, et soutenons leur lutte contre les licenciements et la répression.

Vive la solidarité internationale!

Appel à manifestation devant l'ambassade de Bulgarie: Vendredi 16 octobre 2020, 17 h.

Solidarité avec l'Union des infirmières bulgares (SBMS) !

Réintégration immédiate des collègues licenciés!

Depuis plus d'un an, le syndicat bulgare indépendant des infirmières (SBMS) lutte avec le syndicat de base ARK contre la détérioration des conditions du système de santé. La privatisation, la corruption et les mesures d'austérité font partie d'une politique qui vend la santé de la population aux intérêts de quelques-uns. Il y a une pénurie de plus de 30 000 infirmières en Bulgarie. Chaque infirmière effectue le travail de trois personnes, alors qu'elle perçoit un salaire d'un peu plus de 400 leva, soit 200 euros. 80% des infirmières actives sont déjà à la retraite, elles sont surchargées de travail et souvent plus malades et brisées que leurs patients.

Une membre du SBMS dit : *«Aujourd'hui les infirmières sont devenues connues du public, avant notre lutte, elles n'existaient pas, seuls les médecins étaient considérés. Les infirmières ont continué à être poussées vers le bas. Mais maintenant, elles ont une voix, maintenant elles se sont levées.»*

La réponse aux inquiétudes et à la lutte du personnel infirmier bulgare est devenue si grande ces derniers mois que non seulement le ministre de la Santé a dû démissionner, mais des améliorations ont également pu être apportées. Mais précisément parce que le soutien de la population est si fort, le gouvernement et les entrepreneurs tentent désormais d'intimider et de faire taire le personnel infirmier militant avec des moyens répressifs. En plus d'être arrêtés lors de manifestations, les infirmières les plus actives sont harcelées et licenciées, comme cela a été récemment le cas pour Boyka Anastasova, l'une des membres les plus actives du SBMS

En Autriche également, nous voyons comment le système de santé est continuellement coupé et démonté. Ici aussi, des centaines d'infirmières sont descendues dans la rue l'an dernier pour lutter pour de meilleures conditions de travail. Et en ce moment, au milieu de la pandémie corona, des tentatives sont faites pour faire passer de nouvelles mesures d'austérité. À l'heure actuelle, il devient clair à quel point la lutte du personnel infirmier est justifiée et nécessaire - en Bulgarie et en Autriche.

Réintégration immédiate des collègues licenciés du SBMS !

Solidarité avec le combat de l'Union des infirmières bulgares !

Pour un système de santé au service du peuple !

Aide internationale aux travailleurs - Bulgarie / Autriche

Avec le soutien de : Action antifasciste, Syndicat des travailleurs de Vienne (WAS-AIT)



[Bulgarie / Autriche] SRAS-CoV-2 La livraison de l'aide est arrivée en Bulgarie!

17 août 2020, WAS-AIT,

En juin de cette année, le Syndicat des travailleurs de Vienne –WAS-AIT) a soutenu l'Aide Internationale des Travailleurs Autriche-Bulgarie par des dons en nature.

Cette campagne a été lancée par le syndicat bulgare de base ARK pour aider le personnel des hôpitaux bulgares qui souffre gravement du manque de masques de protection, de désinfectants, etc. Nous sommes heureux d'annoncer que les colis de la livraison de secours sont arrivés en Bulgarie et espérons que ces dons seront d'une grande aide aux collègues bulgares! Ci-dessous, l'article complet de l'Aide Internationale des Travailleurs :

Grand succès de l'Aide internationale des Travailleurs!

L'initiative d'Aide internationale aux travailleurs mise au point en juin a été un grand succès et un signe important de solidarité internationale. Nos collègues bulgares ont accueilli les paquets d'aide comme un soutien important et un symbole fort de la cause commune des travailleurs !

Pour la première fois depuis de nombreuses décennies, une initiative comme celle-ci a été organisée en Autriche par des initiatives syndicales indépendantes et militantes et des collègues de différents secteurs. La lutte exemplaire et déterminée des infirmières bulgares a trouvé une large solidarité entre les collègues. Les équipements de protection et le matériel désinfectant ont été collectés vigoureusement pour soutenir leur combat justifié.

Non seulement l'aide internationale aux travailleurs a trouvé un large soutien parmi les travailleurs autrichiens, mais elle a également été chaleureusement accueillie en Bulgarie comme un signe fort de solidarité internationale. Les collègues du Syndicat des infirmiers bulgares (SBMS) et du syndicat «Association autonome des travailleurs» (ARK) ont reçu les aides avec une grande joie ! Dans une émission sur les réseaux sociaux, l'ARK écrit: «La solidarité pendant une crise et dans la lutte des travailleurs est la chose la plus importante pour le succès de cette lutte. Des collectifs de travailleurs indépendants d'Autriche ont pris l'initiative de soutenir le personnel médical en Bulgarie. Ils ont fait campagne pour la solidarité et ont collecté une grande quantité d'équipements de protection et de désinfectants pour aider leurs collègues bulgares. Ce geste montre que non seulement les dirigeants peuvent s'unir contre les travailleurs, mais aussi comment nous pouvons nous-mêmes briser les barrières nationales et nous entraider. Avec une grande gratitude aux collègues autrichiens et que cet exemple illumine toute l'Europe et le monde entier pour le travail commun et l'unification des travailleurs pour un monde nouveau et juste. »

De nombreux collègues bulgares, notamment des zones rurales où le matériel collecté est particulièrement nécessaire de toute urgence, ont salué cette action et les ont remerciés pour ce signe fort et exemplaire de solidarité internationale.

L'initiative d'aide internationale aux travailleurs est la bonne réponse à la pandémie et à la politique capitaliste-impérialiste de pillage et de transfert du fardeau de la crise sur la classe ouvrière et le peuple!

Cette initiative est une expression vivante de l'internationalisme et de la nécessaire cohésion des travailleurs. Nous sommes très heureux d'avoir apporté une contribution importante au développement de la solidarité internationale avec cette initiative et nous tenons à remercier tous ceux qui soutiennent si activement l'Aide Internationale des Travailleurs! Ce succès nous montre également combien il est nécessaire et urgent de poursuivre cette initiative encore plus intensément!

Vive la solidarité internationale des travailleurs! Vive la juste cause de l'ARK et du SBMS !



<https://arbeiterhilfe.wordpress.com/2020/08/14/groser-erfekt-der-internationalen-arbeiterhilfe/>

[Autriche] DISCRIMINATION POLITIQUE A LA CROIX-ROUGE

24 octobre 2020, WAS-AIT, <https://wiensyndikat.wordpress.com/2020/10/24/nicht-mit-uns-kundgebung-gegen-das-anstellungsverbot-vom-roten-kreuz/>

Le paquet d'hiver et le paquet d'été ...

Vienne n'est pas que la ville romantique des bals et des valse. C'est aussi une ville qui compte plus de 10 000 pauvres et sans abris. L'hiver est rude et rigoureux dans la capitale autrichienne. Pour éviter que les sans-abris ne meurent de froid, et pour éviter qu'ils ne soient vus dans les métros ou ailleurs en public ce qui n'est pas bon pour l'image touristique de la ville, l'Assistance aux Sans-Abris de la municipalité de Vienne (*Wiener Wohnungslosenhilfe*) organise chaque hiver la campagne « paquet d'hiver » (*Winterpaket*). 1200 places supplémentaires sont ouvertes pour la saison hivernale dans des foyers pour sans-abris.

Cette campagne est gérée par différentes associations caritatives, donc la Croix rouge. La Croix Rouge est réputée pour être profondément conservatrice, mais c'est encore pire en Autriche puisqu'elle agit comme organisation satellite de l'ÖVP, le parti conservateur du chancelier Kurz, et que le gouvernement lui délègue désormais certaines activités qui étaient strictement gouvernementales jusque-là, comme par exemple l'administration du service civil ou encore la réalisation et la diffusion de l'application téléphone "Stop Corona App". La Croix Rouge est donc totalement intégrée dans l'Etat.

Chaque automne, la Croix rouge embauche des travailleurs sociaux saisonniers pour la période de la campagne « paquet d'hiver ». Leur contrat de travail prend fin au printemps, puis ils sont réembauchés l'automne suivant.

Mais pendant l'été les sans-abris ne disparaissent pas ... Aussi, un petit groupe de travailleurs sociaux saisonniers des diverses institutions de l'Assistance aux Sans-Abris de Vienne a créé il y a quelques années l'initiative « *Sommerpaket* » (paquet d'été). Ce collectif de base de travailleurs souligne publiquement les lacunes dans la prise en charge des sans-abri et fait également campagne pour de meilleures conditions de travail pour les travailleurs sociaux en charge des sans-abris. Notamment ils se battent pour être embauchés par année complète, pour que leurs contrats ne s'interrompent pas pendant l'été, et pour que les sans-abris puissent avoir une place d'hébergement toute l'année, y compris l'été.

Refus d'embauche pour motifs politiques

Début septembre 2020, certains de ces travailleurs saisonniers ont compris qu'ils ne seraient pas réembauchés par la Croix rouge contrairement aux années précédentes. Alors que tous les travailleurs saisonniers avaient reçus au moins 4 appels téléphoniques de la Croix Rouge pour les supplier de venir travailler pour la campagne d'hiver, le téléphone de 7 collègues de l'ancien foyer «NQ Apologasse » restait désespérément silencieux. Ces collègues sont politiquement actifs pendant leur temps libre, et font campagne avec l'Initiative Sommerpaket pour l'amélioration du service des sans-abri viennois. Visiblement cela gêne la Croix Rouge. Pour se débarrasser des gêneurs, elle a donc choisi de ne pas les réembaucher, en donnant le motif suivant : "En raison d'incidents et d'événements non connus en détail de la direction de la Croix Rouge, celle-ci a néanmoins rejeté vos candidatures. ».

Contacté par téléphone, la Croix-Rouge a informé qu'au moins 7 employés figuraient sur une liste noire interne car ils étaient impliqués, selon eux, dans l'initiative «Sommerpaket ». Il leur est également reproché d'avoir organisé des rassemblements au début de l'épidémie de Covid-19 pour dénoncer la mauvaise gestion sanitaire, sans respecter les normes de sécurité sanitaire. L'un des travailleurs concernés précise: *«En fait, nous voulions simplement contribuer de manière constructive dans cette situation difficile et nouvelle pour nous tous. Je suis vraiment choqué de cette réponse de la Croix Rouge »*. Il est ironique en effet que la Croix Rouge sanctionne des personnes pour leur engagement en faveur d'une plus grande sécurité dans la gestion de la pandémie de Covid 19 !

Il s'agit clairement d'une situation de discrimination à l'embauche pour des motifs politiques, et ceci alors que l'initiative « Sommerpaket » n'avait jamais agité directement contre la Croix Rouge !

Pour beaucoup, le travail pendant la campagne d'hiver signifie une source de revenu fixe qui a maintenant été rapidement refusée à certains employés de longue date. *«Il nous a été confirmé qu'il n'y avait aucun manque de performance au travail de notre part. Nous avons même reçu un certificat de service impeccable. C'était une décision politique. Et c'est pourquoi nous répondons désormais avec des moyens politiques! »*, a annoncé l'un des anciens salariés concernés.

Pour les compagnons de la WAS, cette mesure répressive est une attaque délibérée contre toutes les tentatives d'organisation collectives de résistance. Dans cette atmosphère d'intimidation, quiconque préconise publiquement et bruyamment un changement social pourrait faire face à de graves conséquences. C'est pourquoi la WAS a répondu favorablement à la demande de solidarité adressée par l'Initiative Sommerpaket et les travailleurs concernés par ce

lock-out patronal. Ils ont donc organisé ensemble, avec une autre initiative «*Social but not stupid*», un rassemblement devant le siège de Vienne de la Croix Rouge, le 28 octobre 2020 à 7h30 du matin, date de démarrage de la campagne d'hiver cette année.

Une attaque contre l'un est une attaque contre tous

28/10/2020, WAS-AIT,

Motivés et ponctuels, à 7h30, nous nous sommes rencontrés devant le siège de la Croix-Rouge de Vienne. Les deux camarades que la Croix-Rouge n'a pas réembauchés étaient présents, ainsi que de nombreuses connaissances qui ont exprimé leur solidarité dans leur soutien, beaucoup d'entre elles du secteur social, soit environ 70 personnes au total. Le rassemblement était organisé par l'initiative «Sommerpaket» et le WAS-AIT. Le syndicat KOMintern, un syndicat socialiste, n'a pas manqué l'occasion de rejoindre ce bloc de gauche.

Avec des banderoles, des brochures et des drapeaux, nous avons protesté contre la décision de la Croix-Rouge de Vienne de ne pas réengager nos collègues qui avaient précédemment travaillé dans les campagnes «paquet d'hiver» (*Winterpaket*). Ce groupe de collègues qui travaillait pour cette campagne pour aider les sans-abri pendant l'hiver, n'a pas été réembauché, car apparemment l'engagement en faveur de meilleures conditions pour les usagers et de meilleures conditions de travail pour les travailleurs ne rentre pas dans les objectifs de la Croix-Rouge.

Immédiatement, une délégation amicale et souriante de trois personnalités importantes de la Croix-Rouge est sortie de leurs bureaux et s'est approchée du rassemblement avec l'intention de parler, visiblement impressionnées par ce qui se passait. "Bonjour, je suis le responsable, à qui pouvons-nous parler?" Ce à quoi personne dans la foule n'a répondu. Le responsable était accompagné de l'attaché de presse de la Croix-Rouge et d'un secrétaire. Les collègues de l'Initiative Summer Package leur ont dit qu'ils ne leur parleraient pas tant que le rassemblement ne serait pas terminé, après quoi ils ont dit à l'attaché de presse qu'ils voulaient une explication du refus de les réembaucher.

Lors du rassemblement, plusieurs discours ont été prononcés pour informer les participants, les travailleurs du siège de la Croix-Rouge et les passants, des manigances de la Croix-Rouge et de la nécessité de s'organiser contre ces structures qui monopolisent le secteur des services sociaux. Nous avons écrit à la craie sur les trottoirs notre indignation contre la Croix-Rouge de Vienne et ceux qui la dirigent. Ces messages ont été supprimés dès la fin de la concentration, une réponse claire de la Croix-Rouge, qui montre son malaise face à nos critiques.

Il appartient maintenant aux responsables de la Croix-Rouge de trouver une solution s'ils veulent arrêter nos actions de protestation. La précarité des conditions de travail dans le secteur des services sociaux est évidente; quelque chose avec lequel tous les camarades du rassemblement étaient d'accord, ainsi qu'avec le fait que ce n'est qu'avec l'union et la solidarité que nous pourrions y faire face.

D'autres actions sont prévues si la Croix Rouge ne répond pas favorablement à nos demandes.



Couverture de la manifestation dans le journal «Kronen Zeitung»



[Allemagne] Cologne: démonstration contre l'urgence infirmière

06/09/2020, ASN, <https://asnkoeln.blackblogs.org/2020/09/06/koeln-demo-gegen-pflegenotstand/>

L'«Alliance de Cologne pour plus de personnel dans les services de santé» (Kölner Bündnis für mehr Personal im Gesundheitswesen) a organisé une manifestation de protestation avec des centaines de participants le samedi 5 septembre 2020. Après une assemblée au centre-ville, devant la cathédrale, la manifestation est passée par le quartier central jusqu'à «l'Institut d'économie allemande». Des discours ont également été prononcés devant la maison de retraite médicalisée St.Vincenz-Haus située à proximité, contre les conditions de travail et de vie dramatiques (d'ailleurs déjà bien avant la pandémie corona) dans le système de santé patriarcal et orienté vers le marché.

De nombreuses infirmières et infirmiers généralistes comme gériatriques, ainsi que d'autres professionnels, mais aussi des initiatives de santé basées sur la solidarité ainsi que des patients concernés, ont participé à la manifestation, qui avait pour devise «Mettre les applaudissements dans la rue ! La rébellion des infirmières maintenant ! » Seule la première partie de ce programme a pu être réalisée, mais cela pourrait néanmoins être le début de nouvelles actions de protestation urgentes dans cette branche socialement vitale. Car ni les belles promesses électorales, ni les primes ponctuelles misérables n'apaiseront la colère des collègues, pas plus qu'elles n'amélioreront les conditions précaires des soins hospitaliers, ambulatoires ou même des soins privés.

L'appel à la manifestation proclamait :

«Le coronavirus tient fermement sous son contrôle le monde entier et notre vie quotidienne. Ce danger pour la vie est systémique ! Le virus se diffuse largement et de plus en plus de personnes tombent malades, parce qu'elles doivent travailler, produire et vivre dans des conditions dangereuses, que ce soit dans les maisons de retraite (comme tout récemment avec une résidence gériatrique privée à Cologne-Rodenkirchen), dans des foyers d'abris pour réfugiés (comme en juillet dans le foyer de Cologne-Porz), ou encore dans des usines (comme dans les ateliers de découpe Tönnies) ou dans des logements exiguës.

La vie de tous les jours est le problème! Le Covid-19 est un amplificateur ...

Beaucoup de choses ont été dites sur l'épidémie mondiale de coronavirus, sur le système de santé et sur de l'importance non seulement du personnel médical, mais aussi du personnel infirmier. Il y a eu des applaudissements pour eux, et des politiciens de tous les partis ont chanté leurs louanges dans les talk-shows télévisés. Seulement les belles paroles à elles seules ne sont d'aucune aide contre la pénurie flagrante de personnel, contre le manque de matériel de protection, contre la privatisation des soins infirmiers pour les malades et les personnes âgées. Les mots superficiels n'augmentent pas les bas salaires. Que ce soit les infirmière auxiliaire en soins gériatriques, les infirmières gériatriques en soins ambulatoires, les nettoyeurs de l'hôpital ou les infirmières en travail posté, aucune d'entre elle n'a reçu un euro de plus grâce aux applaudissements. Sans parler du fait qu'aucun des collègues épuisés par les heures supplémentaires n'a été libéré de sa permanence ou du stress de la gestion infirmière et des chefs de service ou d'entreprise.

Dans le secteur de la santé, il y a la compression des coûts, la stagnation des investissements et des modernisations, un équipement inadéquat, des pénuries de personnel horribles, des salaires médiocres, un stress incroyable et la pression du temps de travail pour les infirmières. Il en résulte parfois un traitement des patients éthiquement questionnable ! Nous voulons et nous devons changer cela ! Tout le monde parle d'un retour à la normale, mais nous ne pouvons pas simplement revenir à la mauvaise situation antérieure. Nous devons changer réellement ! Le système de santé doit maintenant être planifié de manière judicieuse et raisonnable, maintenant ! Il ne doit pas être basé sur une simple rentabilité économique. Les soins de santé nécessitent des installations proches des habitations des gens, basées sur les besoins de la population, avec un personnel suffisant et de bonnes conditions de travail, du temps pour les patients et pour la repos réparateur. Ces tâches appartiennent au secteur public et doivent être socialisées à terme !»

Cependant, il ne faut pas s'appuyer sur la gouvernance par l'État, car l'Etat a poussé à la privatisation des établissements de santé pendant des décennies, refusant en même des soins médicaux complets aux migrants sans droit de séjour. Il y a un besoin urgent de changement fondamental dans la solidarité. Non seulement dans le secteur de la santé, mais aussi dans le domaine plus large des soins et de l'assistance (activités encore largement féminines) que ce soit au sein du ménage, de la famille, des amis et du quartier. Et nous avons besoin de lieux de travail auto-organisés dans lesquels les tâches sociales sont conçues conjointement - au-delà de la logique capitaliste du profit, dépassant l'hétéronomie et l'exploitation.

Réseau Anarcho-Syndicaliste de Cologne (ASN Köln)

[Iran] Manifestation des étudiants de médecine de Tabriz

22/12/2020, Information transmise par des compagnons anarchistes iraniens



Un groupe d'étudiants de l'Université des sciences médicales de Tabriz (dans la province de l'Azerbaïdjan, à l'est du pays) a manifesté jusqu'au bâtiment administratif de l'université et a protesté contre les problèmes d'éducation pendant la pandémie de Covid-19.

Selon les médias internationaux, les étudiants - qui étudient sur une base rémunérée- ont également protesté contre la violation de leurs droits. Certains portaient une banderole où l'on pouvait lire « éducation libre, ni mur ni frontière».

Les étudiants mécontents se sont rendus dans la salle de conférence sur l'insistance du directeur adjoint de l'université pour l'éducation, et ils ont exprimé leurs vœux au directeur adjoint de l'université pour l'éducation, le conseiller et les gardes de sécurité et ont fait un certain nombre de suggestions pour améliorer la situation à l'université.

[Bangladesh] Distribution de masques lavables

16/09/2020, BASF-AIT, <https://www.facebook.com/basfsylhet/posts/773272756575209>



La fédération Anarchosyndicaliste du Bangladesh (*Bangladesh Anarcho-Syndicalist Federation*, BASF-AIT) a commencé la distribution de «masques lavables» rouges et noirs parmi les travailleurs pauvres des plantations de thé aujourd'hui 16 septembre 2020 dans le cadre du programme «Aide Mutuelle» pour prévenir le covid-19. Depuis l'épidémie de Covid-19 au mois de mars au Bangladesh, l'organisation mène une éducation sanitaire pour sensibiliser la population de toutes les sections locales de la BASF, distribue du savon pour se laver les mains et distribuer des masques lavables qui peuvent être utilisés plusieurs fois au lieu de masques à usage unique. A ce stade, ils ont été distribués à 3000 personnes. Nous espérons pouvoir en distribuer plus dans le futur.

La BASF estime que l'initiative de soins de santé est un droit humain très utile et fondamental. Il n'est pas possible de le résoudre de manière permanente en approche isolée. Il est donc nécessaire de construire une société participative autorégulée, véritablement démocratique. Toutes les activités, y compris les questions de santé pour la société, seront gérées et contrôlées par la société. Seule une société libre de l'influence du capitalisme et de l'étatisme peut résoudre tous les problèmes de manière durable.]

[Japon] AVEC LES TRAVAILLEURS JOURNALIERS ET LES SANS-ABRIS DE SANYA (Tokyo)

13/12/2020, 山谷労働者福祉会活動委員会, Comité de solidarité avec les Sans Abris du Foyer de Yamtani (Sanya)

Sanya a toujours eu une connotation négative dans la conscience de la population japonaise. A l'époque Edo (1600-1868), c'était là que se déroulaient les exécutions capitales, là aussi qu'avaient été relégués tous les travailleurs exerçant les métiers liés au sang et aux cadavres d'animaux (boucherie, tannerie, maroquinerie). Les religieux bouddhistes avaient déclaré le lieu indésirable. Son destin fut de rassembler les pauvres et tous ceux qui ne trouvaient pas leur place dans la société japonaises, les exclus du rêve économique japonais. Situé au nord-est de Tokyo, Sanya est à quelques stations de Ginza, le quartier des affaires et du luxe à l'occidentale de la capitale. On quitte le monde familial de la ville pour entrer dans un lieu triste où Tokyo semble se terminer. L'impression générale est bien celle du vide : il n'y a pas d'enseignes lumineuses, pas de banques, beaucoup de magasins ont fermé... Le contraste entre l'activité frénétique du reste de la ville et la violente inertie de Sanya est frappant. Les grands axes portent à croire que l'endroit a été déserté. Mais très vite apparaissent des silhouettes, et il faut se glisser dans les petites ruelles pour y trouver des groupes d'hommes assis par terre, en train de boire, de jouer aux cartes, de parier... On découvre alors toute une vie sociale : des petites échoppes, des salles de *pachinko* (machines à sous), des bars, des magasins spécialisés dans le matériel ouvrier... Sans doute au regard de Tokyo cette vie sociale semble-t-elle « au ralenti », mais elle existe. Sanya est une microsociété, « un autre monde » dans Tokyo. La plupart des japonais ignorent l'existence même de ce quartier et de ces travailleurs et ils préfèrent ne pas le voir, ni ses habitants si loin des standards japonais.²

Aujourd'hui, c'est le quartier des travailleurs journaliers (*yoseba*), qui travaillent essentiellement dans la construction et dans les restaurants. Les travailleurs journaliers sont une main d'œuvre souvent mal payée et très précaire. Ils sont logés dans des chambres d'hôtels très bon marché (*doya*). Ils sont quasi exclusivement masculins, célibataires, et sont souvent âgés, proche de la soixante. Après avoir été le moteur de l'enrichissement du Japon des années 70-90 (dans les années 90, les 3 personnes les plus riches sur terre étaient des promoteurs immobiliers japonais ...), depuis l'effondrement de la bulle spéculative et la « décennie perdue » (1990-2000) les travailleurs journaliers sont aujourd'hui les « inadaptés » et les « laissés pour compte » du modèle Japonais.

La grande majorité des travailleurs journaliers sont exclus du système d'assurance maladie et de retraite de l'État, qui exige le versement de cotisations importantes pendant toute la vie active, ce qui est impossible quand vous êtes employés à la journée. Avec la récession économique, aggravée par le Corona, les travailleurs journaliers perdent toute chance de trouver du travail. Sans logement fixe ni assurance chômage, les liens avec leur famille étant souvent coupés, l'arrêt du travail journalier signifie le plus souvent la vie à la rue. Mais cette fatalité ne dépend pas uniquement des récessions économiques. Tout travailleur journalier est en théorie un sans-abri « cyclique » : il suffit de deux jours sans travail pour qu'il ne soit plus en mesure de payer sa nuit dans une *doya*. C'est pour cela qu'au Japon, tous les SDF se considèrent comme des travailleurs. C'est cette réalité de la vie du travailleur journalier que sous-entend l'expression *abure jigoku*, ou « l'enfer du chômage ».

Avec la crise économique sans fin que traverse le Japon depuis 20 ans, il est de plus en plus difficile pour les travailleurs journaliers de trouver du travail. Nombreux sont devenus des sans domicile fixes. La situation a encore empiré avec la crise du Covid, l'économie du Japon ayant chuté de 28% en un an. Les sans-domiciles fixes sont abandonnés par les systèmes sociaux. De plus, dans la perspective des Jeux Olympiques, le quartier de Sanya est en pleine gentrification, de nombreux travailleurs journaliers ou SDF sont expulsés et chassés du quartier par les promoteurs.

Au Japon, sans travail, pas d'assurance maladie. Ainsi, les journaliers qui ne peuvent plus travailler même un tout petit peu pour subvenir à leurs besoins doivent se retourner vers l'assistance sociale. Elle est dispensée par le Centre social de Johoku (*Johoku Welfare center*), qui dépend de l'Agglomération de Tokyo et qui est une structure

² Pour donner un exemple, le nom même du quartier Sanya a été effacé des cartes de Tokyo depuis les années 50. Un autre exemple dans le domaine médical : la clinique du Johoku Welfare Center à elle seule recensait plus de 100 cas de poux de corps chaque année. Ce nombre est supérieur au total pour tout le Japon de patients déclarés atteints dans les statistiques épidémiologiques du Ministère de la Santé et du Bien-être social ! C'est que la déclaration des cas de poux de corps découverts par les centres sociaux n'est pas obligatoire, contrairement à ceux enregistrés dans les hôpitaux et médecins libéraux. Ainsi, les cas de Sanya disparaissent des statistiques et le Japon reste ce pays propre et sain, sans poux de corps, qu'il est censé être ... *Body lice recurrence among homeless people in Tokyo*, January 2003 *Medical Entomology and Zoology* 54(1):81-87

bureaucratique plutôt destinée à décourager les travailleurs et à les chasser de la ville. Le Centre de Johoku a plusieurs rôles : foyer d'hébergement, centre médical et surtout bureau de placement des journaliers auprès des employeurs.

A Tokyo comme dans toutes les grandes villes du Japon (à l'exception de Yokohama, qui a un concours spécial pour les travailleurs sociaux), tous les fonctionnaires municipaux, quel que soit leur futur emploi, sont recrutés selon le même concours. Un petit nombre sont alors envoyé dans le secteur social, sans qu'on leur demande leur opinion, que cela leur plaise ou pas. Pour la plupart, ça ne leur plaît pas car il s'agit d'un poste de faible prestige social. Donc quand un travailleur journalier se présente au Foyer du Centre social de Johoku, il y a de fortes chances qu'il soit reçu par un travailleur social qui voudrait avoir un autre travail. La grande marge de décision laissée au travailleur social fait peser sur lui une énorme responsabilité, d'autant plus qu'il s'agit souvent d'un jeune travailleur social (ils ne restent pas plus de 3 à 5 ans en général). Ils sont amenés à prendre des décisions éthiques souvent impossibles, du fait de l'absence de moyens.

Cette absence de moyens est délibérée : le Centre social de Johoku n'est là que pour dispenser une aide temporaire aux travailleurs dans le besoin, ceux-ci ne doivent pas s'installer dans la durée. Ainsi par exemple le centre dispose de 60 lits, mais un travailleur ne peut pas rester deux nuits de suite, il doit partir après la première nuit³. Après 30 ans de récession, les moyens ont encore plus diminués et tout est organisé pour restreindre les droits des travailleurs et de SDF, alors que leur nombre a considérablement augmenté. Ainsi le service médical et les services du Foyer – qui auparavant étaient accessibles à tout le monde – ont d'abord été réservés aux travailleurs qui pouvaient prouver qu'ils résidaient dans le quartier, en montrant leur facture d'hôtel (*doya*). Avec le Corona, le Centre social exige maintenant en plus un contrat de travail pour pouvoir accéder aux services de santé ou autre. Ce qui revient à exclure des soins tous les SDF, en nombre grandissants.

C'est pour faire face à cette bureaucratie et pouvoir reprendre le contrôle de leur vie que des travailleurs journaliers et des SDF ont créé, avec le soutien de militants des droits des travailleurs, l'Association de San'ya pour les droits sociaux de travailleurs journaliers (山谷労働者福祉会館). Il s'agit d'une organisation autonome des travailleurs, basée à la Maison des travailleurs de Sanya (*Sanya Workers Welfare center*), qui organise un service d'aide juridique et médicale par les travailleurs. Elle organise aussi des distributions régulières de soupes populaires, vêtements chauds et de produits de première nécessité. Enfin elle lutte pour obtenir les droits et la dignité pour les travailleurs journaliers, notamment en matière de santé. Ils luttent également contre l'éviction des camps de SDF, qui s'est intensifiée avec la préparation des Jeux Olympiques, en organisant des rassemblements et des occupations devant le *Johoku Welfare Center*, pour dénoncer leur politique de discrimination contre les SDF, et exiger l'accès aux soins gratuits pour tous dans la clinique du centre.



SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS JOURNALIERS DU CENTRE SOCIAL DE JOHOKU !

13 décembre 2020, Association de San'ya pour les droits sociaux de travailleurs journaliers (山谷労働者福祉会館), <https://san-ya.at.webry.info/>

La propagation de l'infection par Corona est grave et l'effondrement médical est une réalité. Outre que les SDF et les travailleurs journaliers ne sont pas couverts par l'indemnité de chômage et sont exclus de toute aide, le foyer d'accueil pour les journaliers (*Johoku Labour Welfare Center*) du gouvernement métropolitain de Tokyo de Sanya sera fermé sans mesures alternatives à partir d'avril/mai. Nous exhortons les autorités à ne pas répéter cela en plein hiver. C'est un problème directement lié à la mort des individus.

Alors que l'infection corona se propage, la situation difficile des sans-domiciles fixes et des travailleurs journaliers continue.

Les offres de travail journalier (que ce soit en cuisine ou dans la construction) ont quasiment disparues ; Et comme il s'agit d'emplois journaliers, les travailleurs ne sont pas couverts par l'indemnité de chômage. Comme ils ne sont pas non plus résidents permanents du quartier (puisque'ils sont SDF), ils sont également exclus des diverses prestations qui sont réservées aux travailleurs résidents enregistrés. Enfin, la bibliothèque de quartier et le fast-food [Mac Do], qui servaient de lieux de repos [chauffés et jusque tard dans la nuit pour le fast-food], sont fermés à cause du Covid, [privant les SDF de leurs derniers lieux d'abri].

³ *Sanya street life under the Heisei recession*. T Gill. Japan Quarterly 41 (3), 270-86, 1994

オリンピックより命を守れ！延期じゃなくて中止しろ！

野宿生活者に対する強制執行仮処分という史上最悪の暴挙！

独立行政法人日本スポーツ振興センター（JSC）・国・東京都を相手取りコクバイ提訴
2020年東京五輪メイン会場＝新国立競技場建設による野宿者への強制執行の不当性を問う

明治公園オリンピック追い出しを許さない

国家賠償請求訴訟

(明治公園コクバイ)



第9回期日 2020年12月22日(火) 東京地裁

10:00 東京地裁前集合 ピラくばり 街頭アピール

11:00 傍聴券抽選 ※裁判所からコロナのため「19席」

11:30 開廷 東京地裁706号法廷 ※終了後、報告集会・昼メシ

Dans ces circonstances, la campagne de lutte de fin d'année [de collecte de vêtements, soupe populaire et occupation] se déroulera sous une forme différente des autres années, pour prévenir l'infection par corona. Nous nous retrouverons devant le Centre Social de Johoku, du 29 décembre au 4 janvier.

Le travail de collaboration sera réduit et la quantité minimale de petit-déjeuner et de dîner sera préparée à l'aide d'aliments emballés. Il n'y aura pas de session d'étude ou de conférence. Nous n'organiserons pas de campement de groupe et donnerons à chaque personne qui n'a pas de place pour dormir un sac de couchage ou une tente.

Il n'est pas possible d'appeler à participer sur le terrain comme les années habituelles, mais nous vous demandons votre soutien et votre coopération.

Voici de dont nous avons besoin : Masque non tissé, sac de couchage, couverture, pull de protection contre le froid, pantalon, baskets, sac à dos, chaussettes, sous-vêtements, pantalons, serviettes, savon, rasoir, café instantané, lait en poudre, sucre, thé japonais, nouilles instantanées, conserves, riz, Nourriture pour chats (car il y a beaucoup d'amis sur le terrain qui s'occupent des chats), ceintures de travail de sécurité (louées gratuitement aux travailleurs qui ne peuvent pas acheter le matériel nécessaire au travail journalier), etc. * Les vêtements pour femmes ne sont pas acceptés en raison du manque de demande.



Soupe populaire et distribution de vêtements chauds
aux travailleurs journaliers devant le Centre Social de Johoku

[Grande-Bretagne] Réduire sa vie ou réduire le travail ? (la balance travail / vie)

17/05/2020, SolFed-AIT, <http://www.solfed.org.uk/edinburgh/reduced-life-reduced-work-the-worklife-balance>



Les applaudissements ont été très « appréciés » par les travailleurs du Service public de santé (NHS) ; cela donne [au gouvernement] des idées de récompenses : un supplément de service quotidien; un taux horaire augmenté; voire même une médaille pour avoir travaillé pendant la pandémie.

Beaucoup d'entre nous dans le Service public de santé travaillons par roulement - jour et nuit - tout au long de l'année. Ce n'est pas seulement un virus qui nous tue, notre travail par roulement aussi.

L'Organisation mondiale de la santé a déclaré en 2007 que le travail par roulement est probablement cancérigène (Straif et al 2007 # 1). Des études telles que Gu et al (2015 # 2) nous ont montré que le travail par roulement, en particulier la nuit, augmente nos risques de maladies cardio-vasculaires, de problèmes de santé mentale, de diminution de l'immunité, de cancer et, finalement, de mortalité.

Plutôt que de travailler en laissant filer notre vie pour une compensation financière minimale, ne préférons-nous pas que notre vie nous soit rendue? Trouver un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée: une semaine de travail réduite sans être pénalisé financièrement.

La pénurie de personnel est toujours un problème avec le NHS. Nous permettre de reprendre plus de notre vie pourrait aider à atténuer cela. Pour couvrir les besoins d'un NHS déjà en sous-effectif, nous pouvons fournir aux chômeurs des emplois et une formation dans de nombreux domaines différents.

Le NHS était déjà en crise avant la pandémie de Covid-19. Notre capacité à fournir des services ne répondant pas à la demande de notre société et aux besoins de nos patients. Nous devons investir dans notre personnel de santé ainsi que dans notre infrastructure de soins de santé. Ces améliorations devraient être pour tout le monde et accessibles à tous. Cela stimule notre économie et notre objectif d'emplois. Les emplois sont disponibles pour beaucoup: services ambulanciers, ingénieurs, porteurs, cuisiniers, scientifiques, travailleurs de soutien, techniciens, spécialistes, médecins, infirmières, praticiens en santé mentale, nettoyeurs, réceptionnistes, pharmaciens, administrateurs, chauffeurs, approvisionnement, constructeurs, maintenance, innovateurs, programmeurs pour n'en citer que quelques-uns.

Les soins de santé touchent tous les domaines de la vie (personnel, travail, logement, éducation, alimentation). Nous devons aspirer à créer le meilleur système de santé possible. Nous devrions baser ce système de santé sur l'entraide et la coopération entre les services du NHS et entre les différents pays.

Nous vivons et travaillons à travers des temps sans précédent. Les risques sont élevés maintenant, mais ils étaient déjà élevés avant la pandémie. Ne négociez pas avec nos vies et travaillons moins sans compromis.

Quelques articles scientifiques médicaux sur le sujet :

- Straif, Kurt, Robert Baan, Yann Grosse, Béatrice Secretan, Fatiha El Ghissassi, Véronique Bouvard, Andrea Altieri, Lamia Benbrahim-Tallaa, Vincent Coglian, and WHO International Agency For Research on Cancer Monograph Working Group. 2007. "Carcinogenicity of Shift-Work, Painting, and Fire-Fighting." *Lancet Oncology*, the 8 (12): 1065-1066.
- Gu, Fangyi, MD, ScD, Jiali Han PhD, Francine Laden ScD, An Pan PhD, Neil E. Caporaso MD, Stampfer, Meir J., MD, DrPH, Kawachi, Ichiro, MD, PhD, et al. 2015. "Total and Cause-Specific Mortality of U.S. Nurses Working Rotating Night Shifts." *American Journal of Preventive Medicine* 48 (3): 241-252.

[Grande-Bretagne] La montée alarmante du Virgin Care de Branson et la menace pour le NHS

11/01/2018, SolFed-AIT, <http://www.solfed.org.uk/manchester/the-alarming-rise-of-bransons-virgin-care-and-the-threat-to-the-nhs>

Le « bon vieux » Sir Richard Branson a une fois de plus réussi à se placer en tête de la file d'attente pour recevoir des dons de l'État. Après avoir passé des années à transformer l'argent public en profits massifs chez Virgin Rail, il se concentre maintenant pour traire le plus possible de lait du Service Public de Santé (NHS). Les chiffres publiés en janvier 2018 montrent que sa société, Virgin Care, a remporté un montant record de 1 milliard de livres sterling de contrats NHS en 2017. Ajouté aux contrats déjà existants, cela signifie que Virgin Care a maintenant plus de 400 contrats NHS distincts. C'est drôle de voir comment ces défenseurs acharnés du libre marché capitaliste, tels que Branson, semblent être capables d'avaloir leurs principes anti-étatiques lorsqu'il s'agit de réclamer des subventions de l'État. Le bon vieux Sir Richard a même été jusqu'au point de poursuivre le NHS en 2017 lorsque Virgin Care a perdu un contrat de 82 millions de livres sterling. Au cours du processus, il a remporté une somme non divulguée qui, autrement, aurait été gaspillée pour soigner des malades.

Cependant, ne vous inquiétez pas, l'amour de la *pin-up capitaliste* Branson pour l'État ne s'étend pas jusqu'à payer des impôts. Toutes ses sociétés relèvent d'une seule société mère, Virgin Group Holdings, basée aux îles Vierges, qui se trouve être un paradis fiscal. Il y a démenagé depuis qu'il a été poursuivi pour évasion fiscale en 1971, apprenant rapidement qu'il est normal de ne pas payer d'impôts au Royaume-Uni aussi longtemps que vous êtes assez riche et suffisamment connecté.

Peut-être sommes-nous un peu trop cyniques ici; après tout, lorsqu'il a été révélé pour la première fois que le bon vieux Sir Richard ne payait pas d'impôts au Royaume-Uni, il a expliqué que s'il vivait sur son île privée des Caraïbes, Necker Island, ce n'était pas pour des raisons fiscales et éviter de payer des impôts, mais pour des raisons de ... santé ! Nul doute que cet intérêt particulier pour la santé se transposera aussi au NHS, et qu'il s'assurera que Virgin Care gère ses contrats de la même manière que Virgin Rail gère les trains. La différence, cependant, est que les «clients» en paieront le prix, non pas en termes de trains surpeuplés et continuellement en retard, mais plutôt en termes de dommages à leur santé.

Nous ne devons pas non plus nous enfuir en courant avec l'idée que les échecs de Branson sont limités aux seuls trains Virgin. Derrière son sourire de gagnant et ses manières simples, l'entrepreneur préféré du pays a une longue histoire de faillites d'entreprises. *Virgin Cola*, saluée par Branson en 1994 comme le successeur inévitable de Coca-Cola, a pratiquement disparu. Les vêtements *Virgin Clothes*, lancée en bourse en 1996, ont été rangés au placard avec des pertes pour les actionnaires. *Virgin Money* a été lancé avec une publicité fastueuse mettant en vedette Branson émergeant nu de la mer, mais n'a pas livré les grandes récompenses financières attendues. Puis vinrent *Virgin Vie*, *Virgin Vision*, *Virgin Vodka*, *Virgin Wine*, *Virgin Jeans*, *Virgin Brides*, *Virgin Cosmetics* et *Virgin Cars*, aucun d'entre eux ne réalisant les rêves gonflés de leur créateur.

Virgin Express, une compagnie aérienne basée à Bruxelles, était destinée à rivaliser avec EasyJet, mais les premiers investisseurs en bourse ont perdu leur argent. De même, les frères McCarthy, qui ont investi plus de 30 millions de livres dans l'entreprise V2, la deuxième compagnie musicale de Branson, ont perdu tout leur argent et ont fait face à une faillite personnelle. Les Australiens qui ont investi dans l'introduction en bourse en 2003 de Virgin Blue, une compagnie aérienne sans fioritures, ont récompensé Branson avec plus de 200 millions de livres sterling pour une participation de son investissement initial. Au départ, la compagnie aérienne a réussi, mais peu de temps après que Branson ait empoché l'argent, les actionnaires ont vu le cours de l'action chuter. De même, les plans dans lesquels les médecins généralistes seraient payés ou, plus précisément, soudoyés pour avoir référé des patients du NHS à des services privés de Virgin ont été abandonnés en juin 2008. L'Association des Médecins Britanniques (BMA) a averti que le plan «porterait atteinte à l'objectivité clinique», car il y aurait une incitation financière pour les médecins généralistes à pousser les patients vers les services Virgin.

Le problème ne se limite pas non plus au fait que le seul moyen par lequel le bon vieux Sir Richard semble capable de faire prospérer les entreprises est d'arnaquer les contribuables ou les investisseurs. Au fil des ans, il a été impliqué dans certaines «pratiques commerciales douteuses» - nous ne pouvons jamais utiliser le terme «activités criminelles» pour discuter de ce que les riches font. Par exemple, en 2006, les autorités de la concurrence du Royaume-Uni et des États-Unis ont enquêté sur les activités de fixation des prix de Virgin Atlantic et de British Airways. British Airways a été condamnée à une amende de 271 millions de livres sterling pour ces allégations tandis que le bon vieux Sir Richard n'a reçu aucune amende, ce que l'*Office of Fair Trading* (le Bureau pour le respect de la concurrence) a défendu comme étant dans «l'intérêt public», car Virgin Atlantic avait coopéré pour aider à poursuivre en justice British Airways.

Compte tenu du bilan douteux du bon vieux Sir Richard, vous vous demandez peut-être pourquoi les conservateurs confient les contrats du NHS à Virgin. Eh bien, il y a un petit problème ici. Les conservateurs, pour des raisons idéologiques, détestent le NHS; en fait, ils détestent à peu près toute activité humaine non motivée par la cupidité et un intérêt personnel étroit. Mais ils font face à un électorat britannique qui refuse catégoriquement d'accepter l'orthodoxie du libre marché selon laquelle le niveau de soins de santé reçus doit être déterminé par la taille de la bourse d'une personne. Sachant qu'une privatisation pure et simple entraînerait un suicide électoral, les conservateurs se sont lancés dans une privatisation en deux étapes. Ils dirigent le NHS vers le sol en le privant de fonds tout en vendant lentement le NHS par petits morceaux, chaque morceau à la fois. La première partie de la stratégie est bien engagée avec le NHS dans un état de crise quasi permanente. Au moment d'écrire ces lignes, nous sommes au milieu de la «crise hivernale» annuelle. Le but de cet état de crise permanente est d'éroder lentement la confiance dans le NHS jusqu'à un point où les gens sentent qu'il n'y a guère d'autre choix que la privatisation massive. On nous dit maintenant constamment que la nation ne peut plus se permettre d'avoir un service de santé publique comme le NHS.

La deuxième partie de la stratégie commence également à s'accélérer. Les chiffres de 2017 montrent que 3,1 milliards de livres sterling de contrats du NHS ont été remportés par des entreprises du secteur privé, ce qui représente plus des deux cinquièmes (43%) d'un total de 7,2 milliards de livres sterling de contrats soumis par le NHS, et dépasse les 2,55 milliards de livres sterling (35%) des offres remportées par les trusts du NHS. Pendant ce temps, cet autre cheval de Troie de la privatisation, le secteur «à but non lucratif», a remporté 1,53 milliard de livres (21%) de contrats.

Compte tenu de l'ampleur de la privatisation, ce n'est qu'une question de temps avant que le NHS ne devienne un fournisseur minoritaire de services de santé.

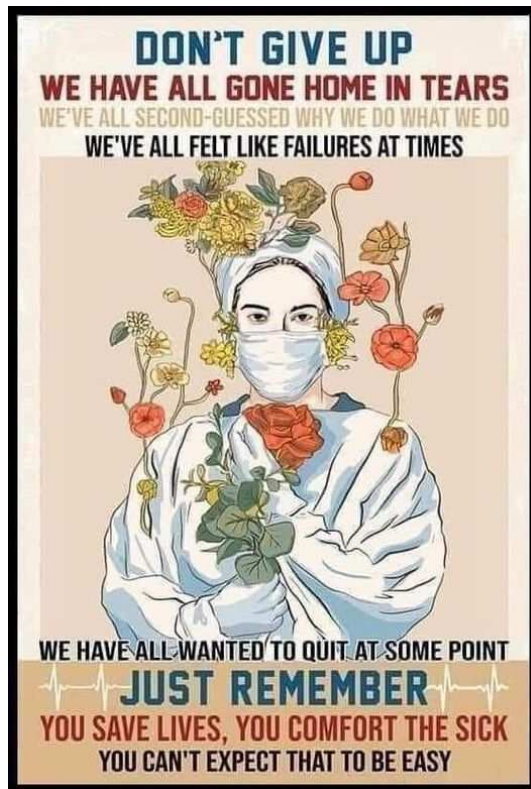
En procédant à la privatisation, les conservateurs ont appris un truc ou deux de cet ami proche du bon vieux Sir Richard, le bon vieux Tony Blair [dirigeant du parti socialiste anglais, le Labour Party], en gardant les services gratuits au point d'utilisation tout en privatisant lentement les fournisseurs de services. Le problème est que ces prestataires de services privatisés font souvent un hachage complet des choses. Il existe de nombreux exemples parmi lesquels choisir: Serco a mis fin à son contrat pour fournir des médecins généralistes en dehors des heures d'ouverture après que le personnel ait falsifié des données sur ses performances, tandis que la prise en charge par Coperforma de 63,5 millions de livres sterling du transport non urgent des patients à l'hôpital s'est terminée de manière dramatique après que des patients en attente de dialyse et de chimiothérapie aient manqué leurs rendez-vous vitaux. Le point ici est que, si les plans de privatisation des conservateurs étaient conçus pour vraiment fonctionner, vous ne pourriez pas avoir d'entreprises qui reprennent des services du NHS qui foirent tout en permanence.

Entre alors en scène l'homme du peuple et le Monsieur gentil, le bon vieux Sir Richard. Bien que sa réputation ait pu être ternie ces derniers temps, la seule chose que Branson est douée, en plus de faire de l'argent, ce sont les relations publiques. Quelques dons bien placés et bien médiatisés aux bonnes causes, avec le soutien des médias, et il n'est pas difficile de le voir retrouver son statut de trésor national, un trésor national à la tête d'un prestataire de santé privé de plus en plus monolithique maintenu à flot par des subventions publiques et capable de contester la dominance du NHS. En d'autres termes, il s'agit d'un rêve humide conservateur, ce qui pourrait expliquer pourquoi Virgin Care a remporté un peu moins d'un tiers du nombre total de contrats NHS attribués au secteur privé en 2017.

En tant qu'anarcho-syndicalistes, nous avons de nombreuses critiques sur le fonctionnement du NHS, notamment sur ses structures totalement antidémocratiques. Bien que nous soyons favorables à un service de santé contrôlé et géré par la communauté, nous trouvons la perspective de voir la santé des gens remise aux soins affectueux aux types tels que Branson tout à fait épouvantables. Alors sachez que si la privatisation n'est pas stoppée et que vous avez la malchance de tomber malade, vous risquez de devoir regarder des images géantes du visage souriant du bon vieux Sir Richard dans l'ambulance, à l'hôpital, au bloc opératoire et, eh bien, à peu près partout. Certains pourraient penser que la mort serait plus préférable. Espérons plus de chance la prochaine fois que le bon vieux Sir Richard s'écrasera avec sa montgolfière !!!

[Grande-Bretagne] A PROPOS DE LA JOURNEE MONDIALE DE PREVENTION DU SUICIDE

10 septembre 2020, Bristol Care Workers Network, <https://bristolcareworkersnetwork.org>



Aujourd'hui, c'est la Journée mondiale de la prévention du suicide. Il y a un peu plus d'une semaine, le Guardian (journal britannique de gauche) a rapporté que le taux de suicide chez les hommes au Royaume-Uni était le plus élevé depuis deux décennies, avec une augmentation globale des suicides pour tous les sexes.

Le suicide est une tragédie particulièrement complexe, et la stigmatisation, le tabou et le manque de compréhension qui entourent le problème contribuent tous à créer un environnement dans lequel ceux qui ont le plus besoin d'aide sont souvent incapables de l'obtenir.

Le risque de suicide est profondément personnel, et pourtant il existe un ensemble de preuves que les facteurs sociaux et politiques tels que la classe, l'origine, le sexe, la sexualité et le handicap contribuent tous au risque de suicide d'une personne. Malgré le silence, les tabous et la stigmatisation, le suicide est clairement un problème collectif autant que c'est un problème qui affecte les individus. Nous sommes des êtres interconnectés et notre risque de suicide habite les espaces créés dans nos relations avec ceux qui nous entourent. Certaines études ont montré que perdre un être cher à cause du suicide peut multiplier par quatre le risque de suicide d'une personne, ce qui signifie que la tendance suicidaire peut se propager dans les familles et les groupes de pairs presque comme une contagion. Ne voyons pas le suicide comme un problème privé. Les services de santé mentale peuvent être mal équipés pour gérer cela.

Une approche individualisée, médicalisée et axée sur le risque du suicide aura du mal à s'attaquer aux facteurs sociaux et politiques qui conduisent au suicide dans nos communautés. Les prestataires locaux de santé mentale ont récemment signalé que seulement 28% des personnes qui se sont suicidées avaient bénéficié de services de santé mentale. Une nouvelle réponse est donc clairement nécessaire. En 2019, le Bristol Care Workers Network a publié « Stoppons les Suicides: un Guide pour chacun ». Il s'agit d'une courte brochure destinée à tous ceux qui souhaitent développer leurs compétences et leur confiance pour aider les gens en risque de suicide. La brochure explique comment repérer les personnes à risque de suicide, comment leur en parler et ce qu'il faut faire pour assurer leur sécurité.

L'idée derrière *Stopping Suicides* est de donner aux gens ordinaires les moyens d'aider à prévenir les suicides, de s'éloigner d'un modèle de service de santé pour la prévention du suicide et de bâtir des communautés qui peuvent plutôt adopter une approche collective de la prévention du suicide. C'est devenu un cliché que la «sensibilisation au suicide» incite les personnes suicidaires à «tendre la main» et à «parler de suicide», comme si c'était tout ce qu'il fallait faire pour briser le tabou mortel. Aujourd'hui, nous sommes sûrs, nous verrons beaucoup d'individus et d'organisations bien intentionnés répéter ce message, transformant une invitation bien intentionnée à «tendre la main» en une exigence impossible à placer sur les épaules de ceux qui sont déjà en difficulté. Ce message passe à côté de l'essentiel, à notre avis. Pour des dizaines de raisons, les personnes suicidaires ne pourront souvent pas simplement «tendre la main» et commencer à parler. Imposer à la personne suicidaire le fardeau de «tendre la main» évite la responsabilité des communautés et des services d'offrir une aide significative. À qui pouvez-vous vous adresser lorsque votre service local de thérapies par la parole a une liste d'attente d'un an? À qui pouvez-vous parler lorsque vos amis et votre famille paniqueront et appelleront les flics à la première mention du suicide? Au lieu d'inciter les gens à parler, nous aimerions rappeler à tout le monde d'écouter lorsque les autres parlent et de nous assurer que vous avez les compétences et les connaissances nécessaires pour répondre. Si vous lisez ceci, demandez-vous ce que vous feriez si un ami ou un être cher vous disait tout de suite qu'il se sentait suicidaire. Souhaitez-vous paniquer? Leur diriez-vous d'appeler les flics ou la ligne de crise? Ou sauriez-vous comment aider? Briser le tabou est la responsabilité de tous.

[Serbie] SITUATION DRAMATIQUE DANS LES HOPITAUX

30 Novembre 2020, ASI-AIT, <https://www.facebook.com/borbenisindikat/posts/3780264315327892>

En raison de la nouvelle période de coronavirus qui a affecté la Serbie, la situation est plus qu'alarmante. Les hôpitaux sont complets et les rares places sont conservées pour les personnes nouvellement infectées, qui arrivent par milliers tous les jours, alors qu'il n'y a presque aucun personnel médical reposé. Grâce à la privatisation, au vol et à la destruction systématique à long terme du secteur public, nos soins de santé ont été si dévastés qu'ils ne sont pas en mesure de gérer adéquatement la crise causée par la pandémie. Cela, ainsi que l'incertitude mondiale, conduit à une incrédulité générale et justifiée dans tout le système, dans notre pays et dans le monde, mais malheureusement une incrédulité quant à l'existence du virus lui-même, qui est pourtant très réel et très dangereux pour beaucoup d'entre nous.

C' est pourquoi nous considérons qu'il est significatif de répéter les exigences formulées au début de la pandémie par notre organisation, l'Initiative Anarchosyndicaliste de Serbie, ainsi que par l'ensemble de l'Association internationale des Travailleurs :

- il est nécessaire de fermer toutes les entreprises non essentielles sans tarder, puisqu'il a été prouvé sans aucun doute que les lieux de travail sont une source clé d'infection. Tous les employés doivent recevoir une indemnité équivalente à cent pour cent de leur salaire pendant la période de fermeture de leur entreprise. Il faut fermer tous les établissements d'enseignement jusqu'à la fin et permettre à tout le monde d'apprendre à distance.
- À tous les travailleurs et travailleuses dans les métiers essentiels - médecins, infirmières, conducteurs, vendeurs, etc. Il est nécessaire d'augmenter les salaires de cent pour cent en ce moment en raison de leur travail dans des conditions qui mettent leur vie en danger. Aussi, il faut immédiatement arrêter toutes les mesures exécutives contre les plus faibles, telles que les expulsions de logement.

Nous demandons aux autorités d'instaurer immédiatement ces mesures ! Assez de jouer nos vies pour votre profit !



La queue dans les hôpitaux de Serbie pendant le Covid 19

[Pologne] L'ENFER DES FEMMES

26 octobre 2020, d'après des informations du ZSP-AIT et de la presse

En Pologne, sous la pression des religieux et des conservateurs, le droit des femmes vient de connaître un nouveau recul. En effet, à l'initiative d'organisations ultra-catholiques, la Cour Constitutionnelle vient d'interdire l'avortement en cas de malformation du fœtus. C'était l'un des trois seuls cas autorisés (avec le viol et l'inceste) par la loi polonaise, une des plus restrictives d'Europe.

Le parti Droit et Justice au pouvoir profite de la pandémie pour faire passer cette mesure très impopulaire, sachant que tous les rassemblements de plus de 5 personnes sont interdits.

Mais les opposants ont décidé malgré tout de montrer leur détermination en bravant l'interdiction et en multipliant les signes de résistance. Mieux que les réseaux virtuels, c'est dans l'espace public que les défenseurs de l'avortement s'affichent, faisant preuve d'inventivité et d'originalité : sur leurs balcons. Ils y accrochent des affiches contre le projet de loi anti-avortement, et aussi des parapluies noirs. Symbole de la lutte des polonaises pour le droit à l'IVG depuis de grandes manifestations, fin 2016.

« Le pouvoir polonais s'occupe d'un projet de loi qu'il a été contraint de rejeter il y a des années, parce que nous avons protesté, explique Ola Glowicka, qui habite à Varsovie. Donc on leur montre que même si nous sommes bloqués chez nous, ils ne peuvent pas nous battre. Moi, par exemple, j'ai collé des affiches à mes fenêtres. Et j'ai aussi envoyé 276 mails aux députés pour leur dire mon opposition au projet de loi. »

Depuis l'annonce de la décision de la Cour, des milliers de manifestants bloquent le centre des principales villes en Pologne en occupant plusieurs carrefours du centre-ville, paralysant le trafic. Les manifestantes brandissaient des pancartes sur lesquelles sont inscrits des slogans tels que « *l'Enfer des femmes* », « Vous avez du sang sur les mains », « Nous voulons avoir le choix », ou « C'est la guerre ! ». Le mouvement *Strajk Kobiet*, appelle à la grève des femmes : « C'est vraiment impressionnant. Nous partageons des centaines de photos, de vidéos. C'est le seul moyen, on ne peut pas négocier avec le parti au pouvoir. »

Vendredi 23 octobre, malgré la pluie et au mépris des strictes mesures d'interdiction des rassemblements au nom de la lutte contre le coronavirus, au moins 10 000 personnes ont manifesté à Varsovie dans la soirée, afin d'exprimer leur colère après la délégalisation quasi totale de l'avortement, décidée la veille par la Cour constitutionnelle. Des rassemblements ont eu lieu dans d'autres villes de provinces, comme à Lodz où participaient nos compagnes et compagnons de la ZSP, la section polonaise de l'AIT (cf. leur communiqué ci-après). A Katowice, la ville d'origine du pape Jean-Paul deux, il y a eu des affrontements avec la police.



Occupation d'une église pour protester contre l'interdiction de l'avortement

Dimanche 25 octobre, pendant la messe, des manifestants ont envahi des églises, comme à Poznań (ouest de la Pologne), scandant contre les curés et les religieux « *Nous en avons assez !* » et « *Barbares !* ». Une scène qui s'est répétée à travers le pays. A Varsovie, à l'extérieur d'une célèbre église du centre, la police a attaqué un rassemblement spontané de manifestants qui brandissaient des pancartes indiquant aux religieux anti-avortement « *Cassez-vous* » et « *j'aimerais avorter de mon gouvernement* ». Des graffitis ont été tracés sur des murs d'églises dans plusieurs villes du pays où on pouvait lire « *L'enfer des femmes* » (*Dość Piekła Kobiet*), principal slogan des femmes et des pro-choix.

Le syndicat Solidarité (*Solidarnosc*) a appelé à rejoindre les rangs des milices nationalistes pour défendre les églises contre la colère des manifestants. Cela démontre le rôle de ce syndicat pro-gouvernemental, qui agit pour protéger le système en place, et contre les intérêts des travailleuses et des travailleurs.

Il y a moins de 2000 avortements légaux par an en Pologne, et la grande majorité d'entre eux sont effectués à cause de fœtus malformés. Mais les groupes féministes estiment que chaque année plus de 200.000 procédures sont réalisées illégalement avec les risques pour la santé et la vie des femmes que cela comporte, ou effectuées à l'étranger pour les femmes qui ont en ont les moyens.

D'autres manifestations se sont tenues sous les fenêtres des bureaux du parti au pouvoir, dans différentes villes même dans de petites villes de province. La plupart des participants ne sont pas – contrairement à ce que disent les médias – des « gauchistes » ou des « féministes », mais plutôt des gens qui n'avaient jamais protesté auparavant ni pris part à des actions. Beaucoup de groupes s'organisent spontanément, comme des groupes de camarades de classe du lycée ou des groupes d'amis qui sortent dans les rues ou envahissent les églises. Comme disent des compagnons de la ZSP-AIT de Varsovie, c'est vraiment agréable à voir.

Finalement, le texte a été suspendu mais il n'est pas encore abrogé. A suivre ...

(D'après des messages des compagnes et compagnons du ZSP-AIT)

L'ENFER DES FEMMES

26 Octobre 2020, ZSP-AIT, Łódź, <https://www.facebook.com/Zwiazek-Syndykalistów-Polski-Sekcja-Łódź-100100574970656/>

Le jeudi 22 octobre, la Cour constitutionnelle de Pologne a prononcé une condamnation honteuse obligeant les femmes de ce pays à porter des fœtus extrêmement déformés qui ne peuvent survivre seuls en dehors du corps de la mère.

Des manifestations de masse ont été organisées contre le sadisme des autorités, de l'Église et de la droite fanatique qui déferlent sur la Pologne.

Parmi les manifestants, se trouvent les militantes et militants de l'Union des syndicalistes de Pologne (ZSP-AIT, section en Pologne de l'AIT).

Nous sommes là parce qu'il est de notre devoir d'être solidaires des femmes qui sont cruellement privées du droit de décider de leur propre corps et de leur propre vie.

Nous sommes là parce que, en tant qu'anarchosyndicalistes, nous luttons pour la liberté et la dignité de toutes les travailleuses, soulignant que le droit à l'avortement est l'un des éléments de l'émancipation des femmes.

La solidarité est notre arme !

La révolution est une femme !

ZSP-AIT, section de Łódź



[Pologne] LA GREVE DES CUISINIÈRES ET FEMMES DE MÉNAGE DE L'HÔPITAL DE BELCHATÓW, POUR LE TRAVAIL ET LA DIGNITÉ



En 2014, les femmes de ménage et le personnel de cuisine de l'hôpital provincial de Belchatów ont remporté une grande victoire pour leurs contrats de travail, avec l'appui du ZSP-AIT.

Abandonnées par leurs employeurs, c'est-à-dire des entreprises privées extérieures qui les employaient sur des contrats pourris, les travailleuses se sont mobilisées pour lutter pour leurs droits et leurs emplois. En s'adressant au ZSP-AIT, dans le cadre d'une campagne de protestation conjointe, elles ont reçu un soutien logistique et juridique approprié qui les a conduits à la victoire.

Il convient de souligner que les femmes de l'hôpital de Belchatów, souvent handicapées, grâce à leur attitude intransigeante dans les actions directes, ont réussi à mettre en œuvre toutes leurs revendications par une grève illégale. C'était un bel exemple d'organisation syndicale de base et d'entraide.

Action directe + Auto-organisation des employés + Aide mutuelle = Victoire

Travaillez-vous sous un contrat précaire ? Nous pouvons vous aider!

Manifestation des employés de l'hôpital de Belchatów

25 mai 2014, ZSP-AIT, Łódź, <https://zsp.net.pl/protest-pracownik-szpitala-w-belchatowie>

Le 24 mai, les employés de l'hôpital provincial de Belchatów ont de nouveau protesté pour défendre leur emploi. Leur protestation dure depuis plus de deux semaines. Soixante femmes se sont soudainement retrouvées sans source de revenus après que la direction de l'hôpital a changé de sous-traitant. Les travailleuses devaient être transférées par leur employeur actuel - la coopérative "Naprzód" – leur nouvel employeur - l'entreprise DOZORBUD, qui ne les reconnaissait cependant pas comme ses employés. En raison de vices de forme lors du transfert d'emplois, il est probable que l'employeur légal soit toujours la coopérative «Naprzód».

Ces femmes ont travaillé pendant de nombreuses années comme femmes de ménage et cuisinières dans cet hôpital. Lorsque la direction a commencé la sous-traitance, l'emploi direct par l'hôpital a été abandonné. En conséquence, les emplois sont devenus plus précaires et les conditions de travail se sont dégradées. Les sous-traitants ont ignoré les règles sur le transfert des travailleurs - laissant les travailleuses dans la glace proverbiale. Les travailleuses sont actuellement sans assurance et sans source de revenus.

Lors de la manifestation de samedi, rejointe par des militants de l'Union des syndicalistes de Pologne (ZSP-AIT), la situation des travailleuses a été présentée au moyen d'un mégaphone et des tracts concernant leur cas ont été distribués, après quoi les manifestants sont passés par les salles de l'hôpital, scandant «*Les employeurs sont des lâches*» et «*Nous voulons travailler, pas végéter*». Après la manifestation, il y a eu une réunion de toutes les parties intéressées, au cours de laquelle d'autres mesures et actions, y compris les manifestations à venir, ont été votées.

De nombreux syndicats traditionnels ne sont pas concernés par le sort des travailleurs sous-traitants et intérimaires, craignant les difficultés juridiques liées à la défense de ces travailleurs. C'est probablement la raison pour laquelle les syndicats traditionnels n'ont pas non plus rejoint la manifestation cette fois-ci. D'un autre côté, l'Union des syndicalistes de Pologne a déjà une expérience considérable dans la lutte pour les droits des employés sous contrat précaire, dont les droits ne sont pas suffisamment protégés par les lois et les tribunaux. C'est pourquoi nous avons décidé de nous joindre à la manifestation et à d'autres actions visant à faire respecter les droits des travailleurs hospitaliers.

Nouvelle protestation des travailleurs à l'hôpital provincial de Bełchatów

05 novembre 2014, ZSP-AIT, Łódź, <https://zsp.net.pl/pracownice-zsp-protestowaly-w-szpitalu-wojewodzkiem-w-belchatowie>



Le matin du 3 novembre, 130 personnes de l'hôpital provincial de Bełchatów ont refusé de commencer à travailler. Les raisons étaient des violations flagrantes de leur droit de la part de l'employeur, notamment le fait d'obliger les travailleurs ayant un certificat d'invalidité à travailler jusqu'à 200 heures par mois, le nombre insuffisant de personnel de nettoyage, ce qui rendait pratiquement impossible le maintien des normes d'hygiène à l'hôpital, et l'obligation pour les employés de laver leur uniforme à la maison (cela présente un risque de propagation de matériel biologique à l'extérieur de l'hôpital). Dans cette situation, les employés avaient pleinement le droit de ne pas travailler.

De plus, le patron de Delfa n'a pas étendu les contrats à une trentaine de personnes en congé de maladie, ce qui dans la pratique doit être compris comme signifiant qu'elles ont été licenciées pour maladie. On ne sait pas quelle était la logique du directeur de Delfa de faire pression sur les employés pour qu'ils viennent à l'hôpital et infectent les patients.

Les principales revendications de la manifestation, que les médias ont immédiatement qualifiée de grève, étaient la réintégration des personnes dont les contrats n'ont pas été renouvelés et une augmentation de l'emploi. En raison de l'abstention de travail, l'hôpital a dû suspendre toutes les opérations prévues et le lendemain il a été menacé d'évacuation, le président de la société Delfa de Varsovie a été immédiatement appelé aux négociations. Les négociations ont duré de nombreuses heures. En fin de compte, le président de l'entreprise a signé un accord dans lequel il déclare qu'il réintégrera les personnes en congé de maladie, portera l'emploi à 160 personnes et n'aura aucune conséquence pour ceux qui participent à la manifestation. Après avoir signé l'accord, les employés ont repris le travail.

Depuis que le travail des cuisinières et des nettoyeurs a été confié à des entreprises extérieures, les entreprises desservant l'hôpital ont constamment changé, créant une atmosphère d'incertitude parmi les employés. L'année dernière seulement, 3 entreprises de nettoyage sont passées par l'hôpital. À chaque fois, cela signifiait de pires conditions de travail, des licenciements et un passage d'un emploi permanent à des contrats précaires. L'Union des travailleurs de la région de Lodz, une section de l'Union des syndicalistes de Pologne (ZSP-AIT), a décidé de lutter pour des conditions de travail décentes pour les cuisinières et les femmes de ménage de l'hôpital. Grâce à cela, il y a deux mois, plusieurs dizaines de membres de la ZSP-AIP ont obtenu des contrats de travail et ont été réintégrés pour travailler à l'hôpital.



Travailleurs de soins de tous les pays, unissez-vous!

Socialiser les services publics au lieu de les commercialiser à but lucratif

Manifestation des infirmières de Colone, Allemagne, 5 septembre 2020

CNT-AIT, qui somme nous ?

**TOUT POUR L'ARMÉE
RIEN POUR TA GUEULE!**



En Juin 2019, l'Etat a passé pour le ministère de l'Intérieur, une commande prévisionnelle de 25 millions de cartouches de fusil d'assaut et de 40 000 grenades de désencerclement pour les 4 années à venir. Qui a dit que l'Etat ne savait pas faire preuve d'anticipation face aux crises ?

Par contre, deux mois après le début de l'épidémie de Coronavirus, l'Etat n'avait toujours pas constitué de stock de masques FFP2. Chacun ses priorités ...

CHANGEONS LES PRIORITES !
LA SANTE AVANT L'ARMEE ET LA POLICE !

DÉSARMEMENT!

CNT-AIT Anarchosyndicalisme ! contact@cnt-ait.info

Ce bulletin est édité par des travailleurs de la santé, membres ou sympathisants de la CNT-AIT.

La CNT-AIT est une organisation anarchosyndicaliste.

Elle regroupe des travailleuses et des travailleurs, qui face à l'inaction de toutes les structures syndicales, ont décidé de s'auto-organiser. Nous ne pouvons que compter sur nous-mêmes. Organisons nous en collectif, appelons à des AG de luttes de tous les personnels, pour discuter et réfléchir collectivement sur la situation actuelle et ce que nous pouvons faire ensemble, de façon autonome de tout parti ou syndicat traditionnel.

Si vous souhaitez nous contacter, pour discuter, pour recevoir des exemplaires papiers du bulletin pour les distribuer, pour nous rejoindre, n'hésitez pas à nous contacter : CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE, mail : contact@cnt-ait.info

La CNT-AIT édite un journal, « Anarchosyndicalisme ! » On peut le télécharger sur <http://cntaittoulouse.lautre.net>, ou bien le recevoir au format papier sur simple demande en écrivant à CNT-AIT 7 rue St Rémésy, 31000 TOULOUSE. Abonnement : 10 € / an, 20 € et plus en soutien

<http://cnt-ait.info>

<http://cntaittoulouse.lautre.net>

Facebook : @chats.noirs.turbulents

@cnt.ait.toulouse

@iwa-ait

Twitter : @CNTAIT

@cntaittoulouse

@IWAAIT

Mastodon : @CNT_AIT@kolektiva.social

